



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 138 – 1^{er} trimestre 2009

Conjoncture économique

Sommaire

Synthèse	3
Le contexte international et national	4
La conjoncture du premier trimestre à la Martinique	6
Annexes statistiques	14
Note méthodologique	15
Les secteurs d'activité	16
Vue d'ensemble des secteurs.....	17
Agriculture et élevage.....	18
Le secteur agroalimentaire.....	21
Les autres industries.....	23
Le secteur du bâtiment et des travaux publics.....	24
Le secteur du commerce.....	28
Le secteur des services aux entreprises.....	30
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.....	31
Les entreprises	33
L'investissement des entreprises.....	34
Les conditions de financement offertes aux entreprises.....	34
La vulnérabilité des entreprises.....	35
Dernières données chiffrées.....	35
Les ménages	37
La consommation des ménages	38
L'investissement des ménages	38
La vulnérabilité des ménages.....	39
Dernières données chiffrées.....	39
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	41
Le marché de l'emploi.....	42
L'inflation.....	42
Le commerce extérieur.....	43
Dernières données chiffrées.....	43
Liste des publications	45

**Synthèse de la
conjoncture économique
à la Martinique**

Conjoncture économique

Conjoncture internationale du premier trimestre 2009

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir.

La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme.

La hausse du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

Aux **Etats-Unis**, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après -6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse plus importante qu'anticipée provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la Formation brute de capital fixe (FBCF). En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévu (+2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (-3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est en recul sur un an (-0,4 % en mars 2009, -0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le **Japon** a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après -3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment la FBCF (-7,7 % après -3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif, autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni** a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (-1,9 % en glissement trimestriel, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la tendance baissière des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs en livres sterling.

La **zone euro** est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (-2,5 %, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (-20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommation durable. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant) mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de -0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte) ; cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie puisque le taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %. Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

¹ Soit en rythme trimestriel, -1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

Conjoncture économique

La **France** est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (-1,2 % après -1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus faible. Si les dépenses de consommation des ménages maintiennent leur progression (+0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (-2,3 % après -2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour -0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+0,2 %) mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie².

Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les **économies émergentes** s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Chine, si l'évolution annuelle du PIB a été modérée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel³), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : la FBCF a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté⁴ et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de -1,5 % en Argentine à -13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (-1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 – 7 % de baisse).

² L'indicateur d'inflation sous-jacente est de 1,6%.

³ Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %

⁴ L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (source : National Bureau of Statistics of China).

Conjoncture économique

La conjoncture du premier trimestre 2009 à la Martinique

Au premier trimestre 2009, l'activité de l'île a été impactée par un mouvement social d'envergure. La grève générale, entamée le 5 février, a ainsi duré 38 jours au cours desquels nombreuses ont été les entreprises contraintes à l'inactivité. Si les anticipations formulées au cours du dernier trimestre 2008 étaient pessimistes, les réponses recueillies au sein de l'enquête de conjoncture de l'Idem témoignent d'un climat des affaires morose. La consommation a marqué le pas avec la fermeture des entreprises commerciales, tandis que la fragilisation financière de l'ensemble des acteurs économiques a affecté le marché de l'emploi et s'est reflété dans la dégradation des indicateurs de vulnérabilité financière des agents. Dans ce contexte, les ménages comme les entreprises semblent suspendre leur effort d'investissement.

L'enquête d'opinion de l'Idem auprès des chefs d'entreprise

Le mouvement social entamé le 5 février 2009 affecte l'activité du premier trimestre

Le premier trimestre de l'année 2009 s'est soldé par une diminution marquée de la confiance des entrepreneurs. L'activité a en effet accusé le contrecoup de la grève de février-mars 2009. Ce ralentissement a pesé sur l'ensemble des secteurs interrogés, et les anticipations quant à l'activité du deuxième trimestre 2009 sont pessimistes. Par ailleurs, une diminution généralisée des tarifs pratiqués serait intervenue entre janvier et mars 2009, impactant d'autant le courant d'affaires des répondants à l'enquête de conjoncture.

En outre, la période s'est caractérisée par une nouvelle augmentation des charges d'exploitation et une nette dégradation des situations de trésorerie des entreprises. Cette situation tient, d'une part, à l'allongement marqué des délais de paiement compte tenu de la paralysie de l'économie et, d'autre part, à l'accroissement du besoin en fonds de roulement. Cette situation contraint les professionnels à geler ou annuler leurs investissements à court terme, qui pour le deuxième trimestre consécutif s'inscrivent en recul. La situation de l'emploi s'est par ailleurs détériorée avec les mises en chômage partiel consécutives au mouvement social.

Pour faciliter la sortie de crise, l'Etat a mis en place, à l'issue du mouvement un plan à destination des TPE et PME en difficulté, le plan CORAIL (Contrat de reprise d'activité et d'initiatives locales) présenté le 24 mars 2009 en Martinique par le Secrétaire d'Etat à l'outre-mer. Ce dispositif comporte notamment des allègements et des reports en matière d'obligations fiscales et sociales.

Les indicateurs macroéconomiques

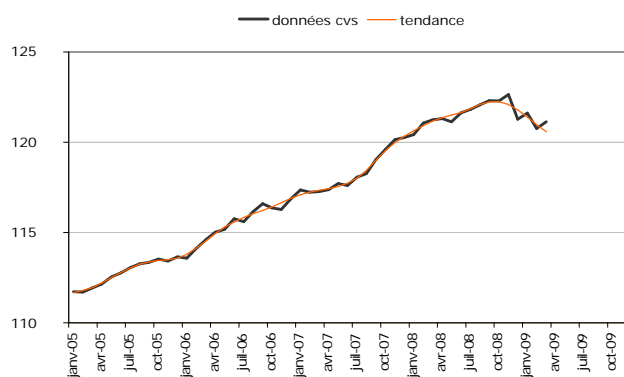
Inflation

Les prix restent stables à fin mars 2009

A la fin du premier trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation enregistre une variation de -0,1% en glissement annuel. Parallèlement, l'analyse des données corrigées des variations saisonnières (cvs) fait ressortir une évolution similaire entre décembre 2008 et mars 2009. Cette évolution résulte de tendances contrastées. Si les prix de l'alimentation enregistrent une hausse marquée sur un an (+3,1%), ceux de l'énergie s'inscrivent dans un trend baissier (-15,3% sur la même période). Les mesures prises en fin d'année 2008 ont pu contribuer au recul du prix des produits énergétiques.

Indice des prix à la consommation

(base 1998)



Source : Insee, données mensuelles

Conjoncture économique

Commerce extérieur

Au premier trimestre 2009, les importations marquent un coup d'arrêt

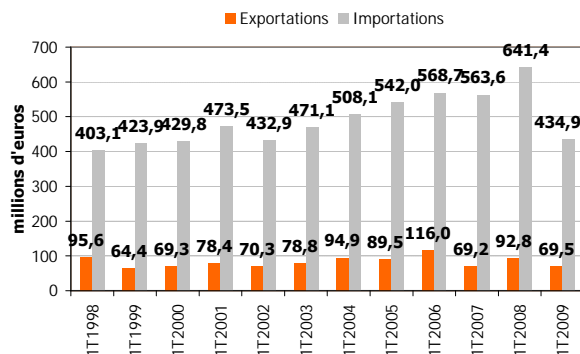
Le conflit social a eu des conséquences négatives sur les importations comme sur les exportations, les premières accusant une diminution annuelle de 32,2%, contre 25,1% pour les exportations. Le port de commerce de Fort-de-France a en effet été bloqué pendant la période et les navires ont été renvoyés sans avoir pu décharger leurs marchandises. Dès lors, les échanges commerciaux du premier trimestre 2009 sont comparables à la période similaire de 2002.

L'évolution des exportations est essentiellement due à la diminution des réexpéditions de produits énergétiques. Représentant 63,7% des exportations globales, ces derniers accusent une diminution annuelle de 28,2%.

Les importations enregistrent une baisse généralisée sur la période. Les produits énergétiques accusent une diminution annuelle de 45,8%. Les produits issus de l'industrie automobile et de l'industrie des biens d'équipement affichent respectivement une baisse annuelle de 37% et de 33,4%.

Importations et exportations globales à la fin du premier trimestre

(en millions d'euros)



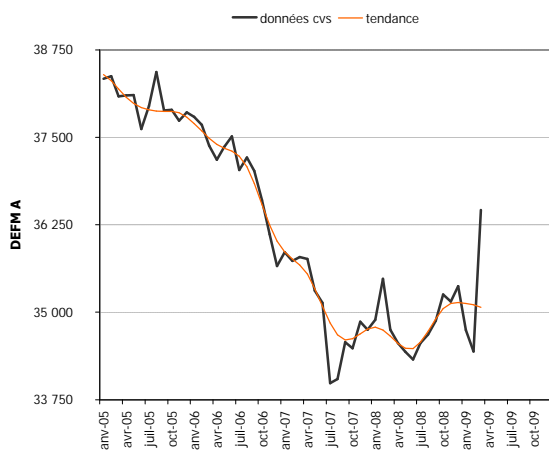
Source : Douanes, données trimestrielles

Au premier trimestre 2009, le **taux de couverture des importations par les exportations** a atteint 16% contre 14,5% un an plus tôt.

Emploi

La dégradation du marché de l'emploi se poursuit

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DTEFP, données mensuelles

Le marché de l'emploi s'est à nouveau détérioré à fin mars 2009. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFMA) s'est élevé à 35 596, soit une croissance trimestrielle de 3,1% en données cvs. Le taux de chômage s'établit à 21,9%, contre 20,6% en mars 2008.

Par ailleurs, les indicateurs d'indemnisation du chômage témoignent d'une tendance similaire. Ainsi, quelques 18 678 allocataires des Assedic sont recensés à fin mars 2008, en augmentation trimestrielle de 2,8% en données cvs.

En raison de l'arrêt de l'activité économique durant le conflit, environ 1 300 entreprises ont déposé des dossiers de demande de chômage partiel.

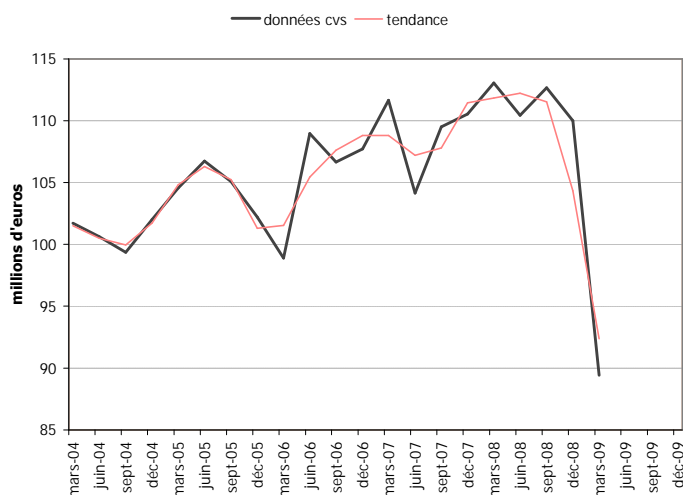
A l'inverse, les chiffres du RMI s'inscrivent en baisse : le nombre de bénéficiaires s'élève à 19 504, en diminution de 29,8% sur le premier trimestre 2009 et en données cvs. Cette diminution est sans doute à relativiser compte tenu des difficultés de collecte des justificatifs de ressource. Si le nombre de bénéficiaires a diminué sur le trimestre, les droits ont été maintenus et le RMI versé.

Conjoncture économique

Consommation

La consommation des ménages accuse le contrecoup de la grève...

Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



Source : Douanes, données trimestrielles

Le niveau des importations de produits de consommation chute brutalement au premier trimestre 2009, atteignant 81,6 millions d'euros après un recul trimestriel de 18,7% en données cvs, en raison de la fermeture du port.

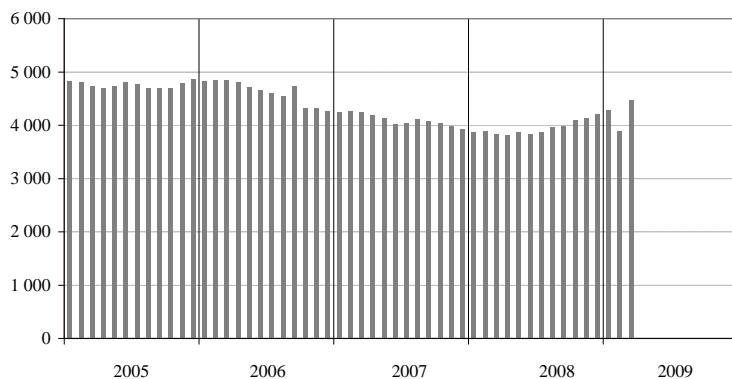
L'ensemble des hypermarchés de l'île a fermé durant tout ou partie de la période de mouvement social. Aussi, le chiffre d'affaires des huit hypermarchés martiniquais s'inscrit en diminution de 33,5% entre décembre 2008 et mars 2009 (données cvs).

Parallèlement, l'évolution des immatriculations de véhicules particuliers neufs traduit le contexte critique de la période. Elles reculent en effet de 25,3% sur la même période en données cvs.

En outre, l'encours des crédits à la consommation des ménages atteint 842,4 millions d'euros, en recul annuel de 3,7%.

...sur fond de tensions de trésorerie

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France

Au premier trimestre 2009, les indicateurs de **vulnérabilité** des ménages se sont dégradés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèque a augmenté de 5% sur un an, tandis que le nombre de retraits de carte bancaire enregistre une hausse annuelle de 16,6% .

Par ailleurs, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire s'est élevé à 19 308 à fin mars 2009, en augmentation annuelle de 5,9%. Au total, les difficultés financières des ménages, déjà perceptibles en fin d'année 2008, se sont accrues au premier trimestre.

Le nombre de dépôts de dossiers au **Secrétariat de la Commission de Surendettement** enregistre un recul annuel de 27,5% pour atteindre 58 à fin mars 2009, mais ce chiffre est également à relativiser, les dépôts de dossiers n'ayant pu s'effectuer dans des conditions normales durant le mouvement social.

Conjoncture économique

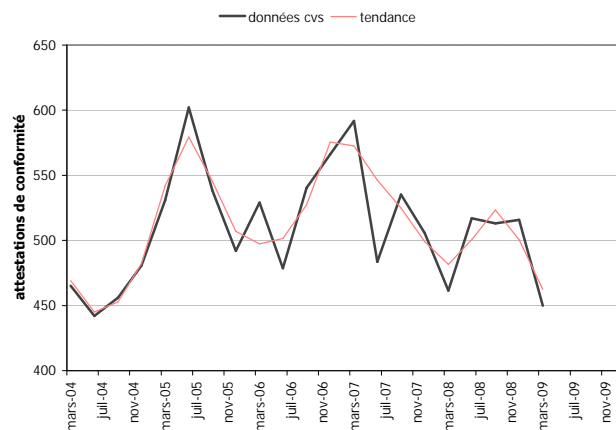
Investissement

Nouvelle décrue de l'investissement des ménages...

L'investissement des ménages a marqué le pas au début de l'année 2009. Ainsi, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées à des logements individuels enregistre une diminution trimestrielle de 12,8% en données cvs.

Les ventes de ciment signalent une tendance similaire. Les ventes en sacs, traditionnellement dévolues à la construction individuelle, reculent de 30,8% sur un an à fin mars 2009, tandis que les ventes globales de ciment accusent un recul de 44,1% sur la même période.

Attestations de conformité électrique délivrées à des logements individuels



Source : Consuel

Parallèlement, l'encours de crédit à l'habitat aux ménages atteint 1 666,9 millions d'euros (+7,7% en glissement annuel, après +13,3% un an plus tôt).

... tandis que les entreprises gèlent ou annulent leurs efforts d'investissement

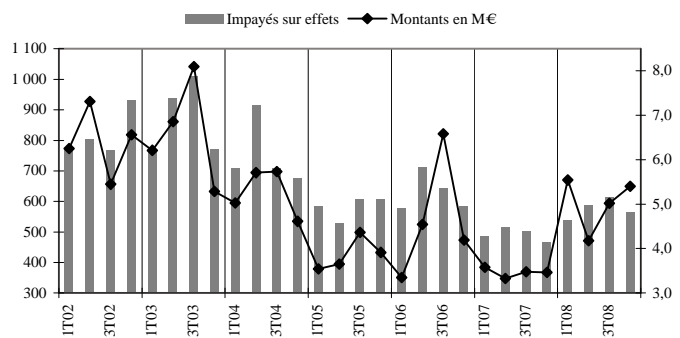
Conformément aux anticipations des chefs d'entreprise, l'investissement des entreprises est également impacté par un contexte marqué par l'attentisme des agents. Ainsi, au premier trimestre, les **importations de biens d'équipement** enregistrent un recul trimestriel de 25,6% en valeur. Outre le relatif attentisme des entreprises, il faut voir l'effet de la fermeture du port pendant la crise sociale. Parallèlement, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs diminuent de 25,7% sur la même période en données cvs à fin mars 2009.

Les tensions de trésorerie des entreprises s'accroissent

L'analyse des **indicateurs de vulnérabilité** suggère une nouvelle fragilisation de la situation financière des entreprises au premier trimestre 2009. Avec une augmentation annuelle de 22,1%, le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce (IPE) atteint 768 à fin mars 2009, tandis que les montants correspondants s'élèvent à 6,8 millions d'euros après 2,1 millions d'euros un an plus tôt. Le commerce apparaît comme le secteur le plus impacté : il concentre plus des deux tiers des montants déclarés impayés.

Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire s'établit à 2 274, en augmentation annuelle de 13,1%.

Incidents de paiement sur effets de commerce



Source : Banque de France

Fin mars, l'encours des crédits de trésorerie dévolus aux entreprises atteint 209,8 millions d'euros (en augmentation annuelle de 3,9%). Cette évolution résulte des difficultés financières des entreprises et des dispositifs de sortie de crise mis en place à l'issue du conflit.

Conjoncture économique

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

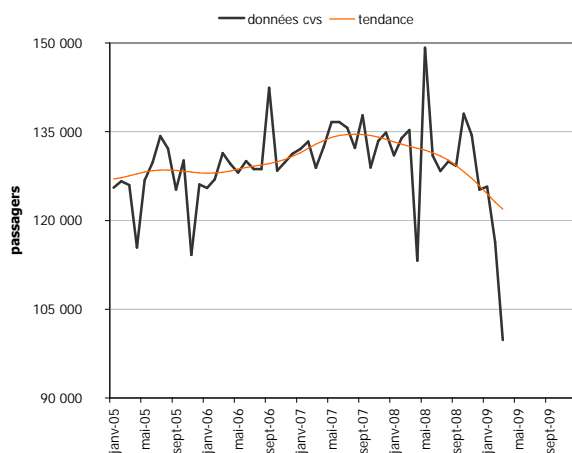
Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plate-forme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

Les secteurs d'activité

Tourisme

Le risque d'image au cœur des préoccupations du secteur

Fréquentation de l'aéroport international Aimé Césaire



Source : Chambre de commerce et d'industrie, données mensuelles

A fin mars 2009, les **professionnels du tourisme** déplorent la dégradation de l'activité, alors que la haute saison apporte d'ordinaire une large part du courant d'affaires. L'ensemble des sous-secteurs est affecté par le mouvement social, qui est venu accentuer des difficultés structurelles auxquelles les dirigeants d'entreprise du secteur sont confrontés depuis plusieurs années.

L'évolution du nombre de passagers recensés à l'aéroport sur la période corrobore ce constat, avec un repli trimestriel de 20,3% en données cvs à fin mars 2009. Selon l'Insee, le taux d'occupation des hôtels atteint 47% en mars 2009, contre 72% en mars 2008.

Dans ce contexte, l'Etat a engagé des actions afin de soutenir le tourisme outre-mer. Aussi, le Plan Corail (Contrat de reprise d'activité et d'initiatives locales) mis en place à l'issue du mouvement social comporte une série de mesures destinées à favoriser la reprise du secteur touristique :

Conjoncture économique

- des prêts participatifs à la rénovation hôtelière sont mis à la disposition des entreprises concernées ;
- les entreprises touristiques de moins de 11 salariés pourront bénéficier de baisses de charges sociales ;
- à partir du mois de septembre, les liaisons entre la Martinique et l'hexagone se feront au départ de l'aéroport de Roissy et non plus d'Orly, afin de faciliter l'accès au marché européen ;
- le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer a signé une convention avec la Maison de France afin de promouvoir la destination antillaise. L'investissement engagé atteint 2 millions d'euros ;
- enfin, des tarifs préférentiels en matière de vols et de séjours ont été négociés avec les compagnies aériennes et les tours operators afin de relancer la destination Antilles françaises ont été mis en place à l'issue du conflit.

Par ailleurs, la Loi pour le développement économique des outre-mer votée en mai 2009 prévoit l'attribution de 4 millions d'euros à la rénovation des hôtels antillais. En outre, le Comité martiniquais du Tourisme a lancé un plan marketing en douze points intitulé « Confiance, envie, actions » comportant des actions de promotion de la destination auprès des agences de voyages et un projet de sensibilisation de la population locale à la question du tourisme.

Le segment de la croisière a également pâti des récents événements, accusant un recul annuel de 22,2% du nombre de passagers, qui s'élève à 28 319 en données cumulées à fin mars 2009. Les efforts de diversification du marché émetteur se sont heurtés à l'image peu favorable de l'île au niveau international. Ainsi, les Etats-Unis ont dès la mi-février déconseillé la destination à ses ressortissants. La légère reprise constatée en fin d'année avec la venue du paquebot Ventura aura donc été de courte durée. Au total, 19 escales de navires ont été annulées, pour une perte évaluée à quelques 33 000 croisiéristes.

Industrie agroalimentaire

Fragilité croissante du secteur

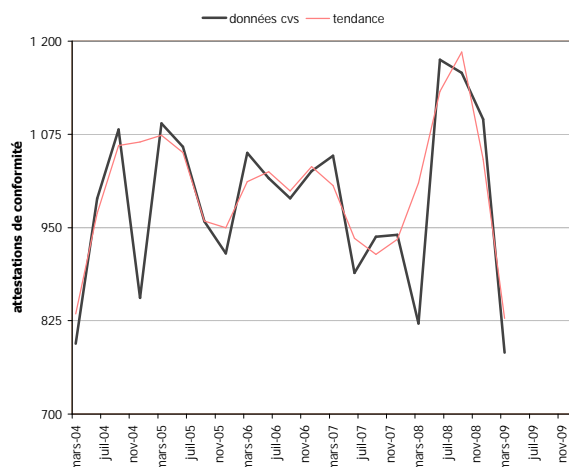
Le secteur de l'**industrie agroalimentaire** dans son ensemble a pâti du mouvement social. Privées de leur circuit de distribution, les entreprises concernées ont vu décroître leur courant d'affaires au premier trimestre 2009. Aucun débouché n'a pu être trouvé à l'extérieur de l'île et les exportations de produits de l'industrie agroalimentaire ont diminué de 22,6% entre décembre 2008 et mars 2009. Par ailleurs, la crise sociale de février et mars a contribué à gonfler le niveau des stocks, tandis que les difficultés de recouvrement contribuaient à la dégradation de la trésorerie. Dans ce contexte, les acteurs du secteur n'envisagent pas de poursuivre leur effort d'investissement.

Construction

Un premier trimestre morose dans la construction

L'ensemble des professionnels du **secteur de la construction** déplore un courant d'affaires en berne, dans un contexte de diminution des prix et de ralentissement marqué des embauches. Par ailleurs, les répondants du segment des travaux publics font le constat d'une commande publique atone et d'un manque de visibilité quant à l'activité des prochains mois.

Attestations de conformité électrique



Source : Consuel, données trimestrielles

Ainsi qu'au cours du trimestre précédent, les tensions de trésorerie résultant en grande partie de délais de règlement de plus en plus longs contraignent les opérateurs à faire preuve de prudence en matière d'investissement.

Les indicateurs disponibles confortent le constat d'une activité moindre du secteur au premier trimestre. Ainsi, le nombre d'attestations de conformité attribuées à des logements neufs enregistre un recul de 28,5% d'un trimestre à l'autre en données cvs. Dans le détail, les attestations délivrées à des logements individuels diminuent de 12,8% sur la période, tandis que celles attribuées à des logements collectifs baissent de 47%.

Conjoncture économique

Services

Nouvelle dégradation du courant d'affaires

Pour le troisième trimestre consécutif, les **entreprises des services** ont fait le constat d'une activité en retrait et les perspectives du carnet de commandes ne permettent pas d'envisager une amélioration de la situation au deuxième trimestre 2009. Tous les sous-secteurs des services aux entreprises sont affectés, notamment celui du travail temporaire, qui traduit une situation de l'emploi difficile. Les indicateurs disponibles se font globalement l'écho d'une situation défavorable qui contraint les entreprises à reporter investissements et embauches au cours des mois à venir. Le niveau de la trésorerie, accusant l'impact d'une situation délicate durant laquelle le recouvrement a été difficile, contraint les entreprises des services à la prudence.

Industrie (hors industrie agroalimentaire)

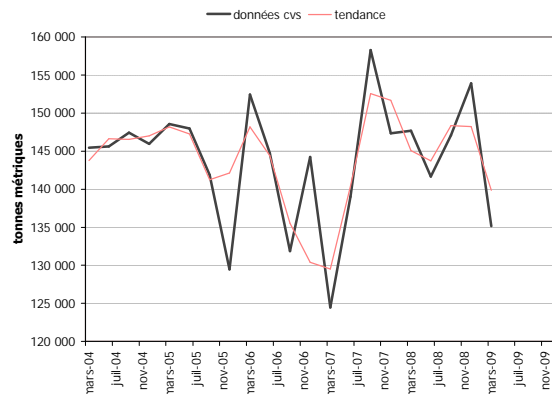
L'industrie en berne au premier trimestre

Au premier trimestre 2009, l'ensemble des **entreprises industrielles** s'estime affecté par le contexte social. Les perspectives de croissance pour le deuxième trimestre 2009 sont réservées, à l'exception du segment de la fabrication de meubles. Le contexte est également défavorable au maintien des prix.

L'analyse de la production de produits pétroliers corrobore le sentiment d'une activité morose au premier trimestre. Avec quelques 130 000 tonnes métriques, le raffinement d'hydrocarbures s'inscrit en recul trimestriel de 12,2%.

Conformément aux anticipations formulées au cours du trimestre précédent, la période n'aura pas été propice aux embauches. Parallèlement, le niveau des charges d'exploitation augmente, inversant la tendance positive entamée au deuxième trimestre 2006.

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

L'ensemble du secteur industriel connaît des tensions de trésorerie exacerbées. Les délais de règlement, croissant sous l'effet du mouvement social, expliquent une partie de la dégradation de la trésorerie. Par ailleurs, le niveau des stocks est plus élevé qu'au premier trimestre du fait du blocage des entreprises commerciales et artisanales, sauf dans le sous-secteur de l'élaboration de produits chimiques. Dans ces conditions, les prévisions d'investissement sont au plus bas, les entreprises concernées demeurant réservées quant à la conjoncture pour les mois à venir.

Commerce

Diminution marquée du courant d'affaires

L'ensemble des répondants du **secteur commercial** fait part d'un recul de l'activité au premier trimestre. Nombreuses sont les entreprises qui ont dû fermer pendant tout ou partie de la durée du conflit social. Pour la première fois depuis décembre 1996, le chiffre d'affaires cumulé de la grande distribution s'inscrit en baisse, accusant une diminution annuelle de 33,5% à fin mars 2009. Par ailleurs, un effet difficilement mesurable de report des consommateurs vers les petits commerces de proximité a eu lieu durant la période de conflit.

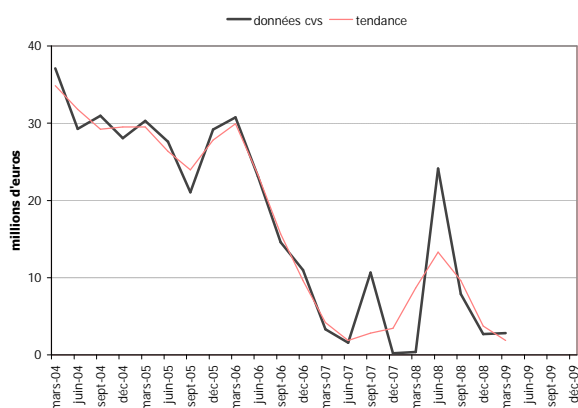
Dans ce contexte, les entreprises commerciales tentent de maîtriser des charges menaçant l'équilibre du compte d'exploitation. La trésorerie s'inscrit à nouveau en recul, contraignant les stratégies des entreprises en matière d'investissement et d'emploi.

Conjoncture économique

Secteur primaire

Un contexte peu porteur

Exportations de produits agricoles



Source : Douanes, données trimestrielles

Les exportations agricoles dans leur ensemble se sont élevées à 1,7 million d'euros au premier trimestre 2009, contre 0,2 million d'euros un an plus tôt, alors que le secteur était encore sous l'effet du passage du cyclone Dean. A titre de comparaison, les exportations agricoles avaient atteint 2,3 millions d'euros au quatrième trimestre 2008.

En outre, le secteur de la culture de la canne à sucre a manifesté au mois de janvier son inquiétude quant à sa rentabilité. Les planteurs ont notamment requis, sous peine de repousser le début de la récolte, une augmentation du prix de la tonne de canne à sucre et une réduction du prix des intrants et de l'octroi de mer qui les frappe.

La campagne de récolte de la canne à sucre a débuté le 9 mars au lieu du 9 février comme initialement prévu. Le mouvement social et les difficultés d'approvisionnement en carburant expliquent l'essentiel de ce retard. Le secteur anticipe une récolte similaire à celle de 2008, mais une richesse saccharimétrique supérieure en raison de conditions climatiques favorables.

Prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises interrogés ont déploré la dégradation du contexte économique au cours du premier trimestre, marqué par un mouvement social d'envergure. Les entreprises ressortent fragilisées et, en l'absence de visibilité, restreignent leurs intentions d'embauches et d'investissements. Dans un contexte de tensions généralisées sur le marché de l'emploi et de dégradation des trésoreries des ménages comme des entreprises, les anticipations d'ensemble pour le deuxième trimestre sont peu optimistes. Dès le deuxième trimestre, cependant, l'ensemble des acteurs de l'économie a pu participer aux états généraux de l'outre-mer organisés par l'Etat, afin de nourrir la réflexion visant à identifier une nouvelle dynamique de développement.

**Annexes
statistiques**

Conjoncture économique

Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) .
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

-

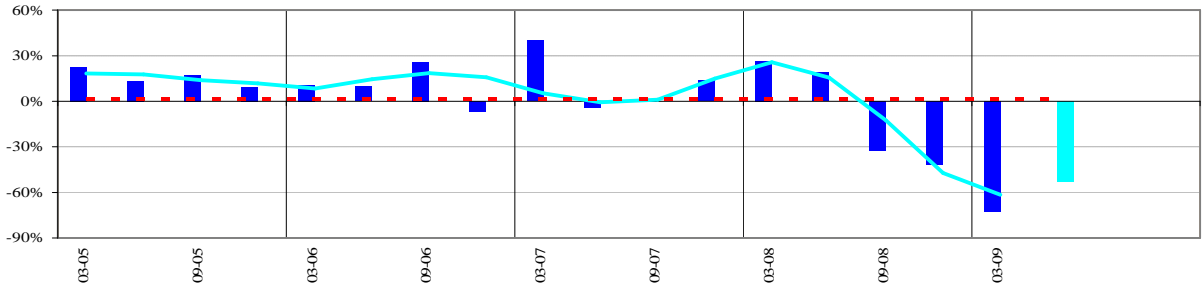
Résultats de l'enquête de conjoncture de l'Iedom et données quantitatives

Conjoncture économique

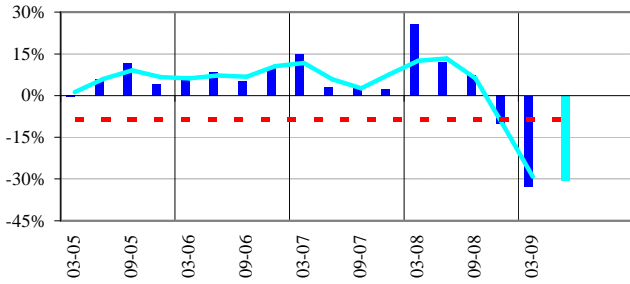
VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 116 entreprises employant au total 6 174 salariés

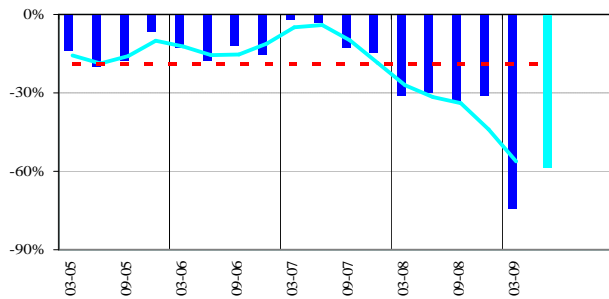
ACTIVITE



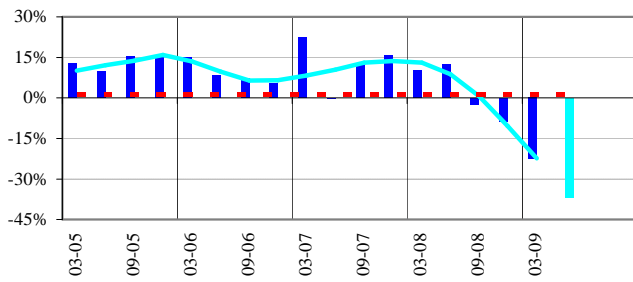
PRIX



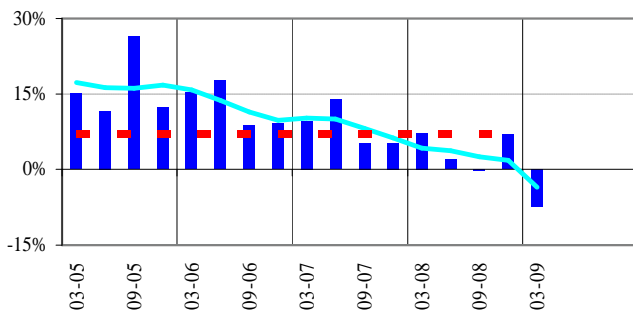
TRESORERIE



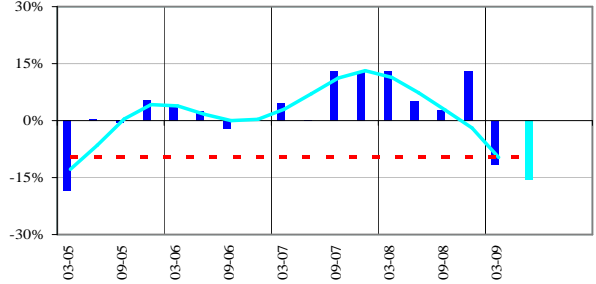
EFFECTIFS



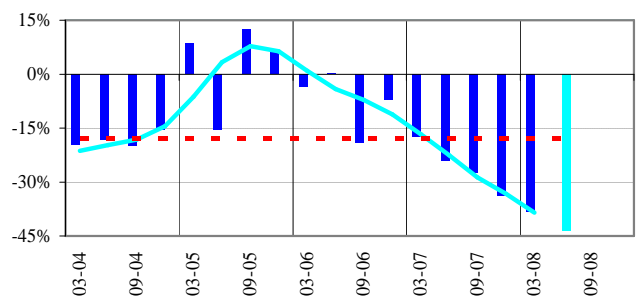
STOCKS DE PRODUITS FINIS



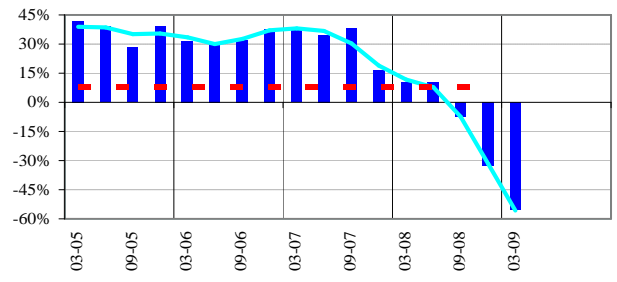
CHARGES



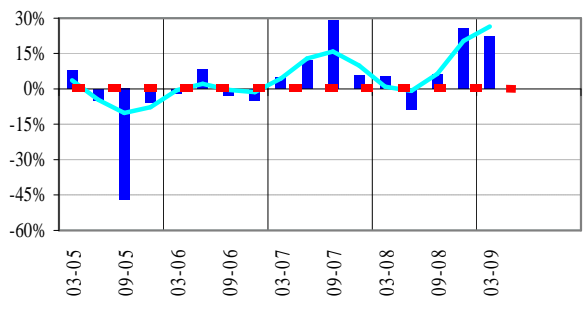
DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES



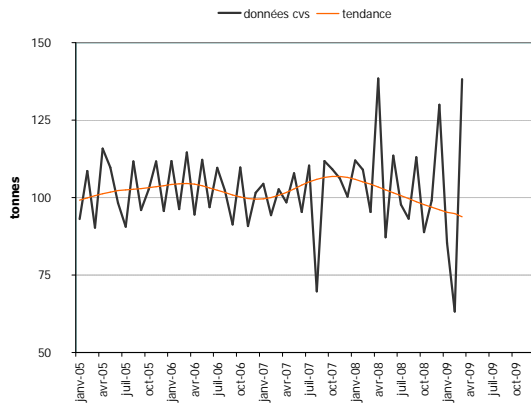
■ Indicateur passé
 ■ Indicateur prévu
 — Tendence de l'indicateur
 - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

AGRICULTURE ET ELEVAGE

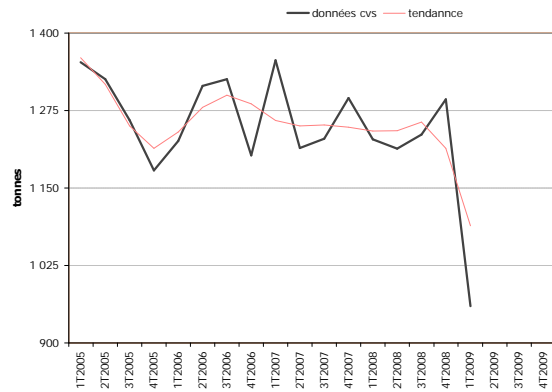
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

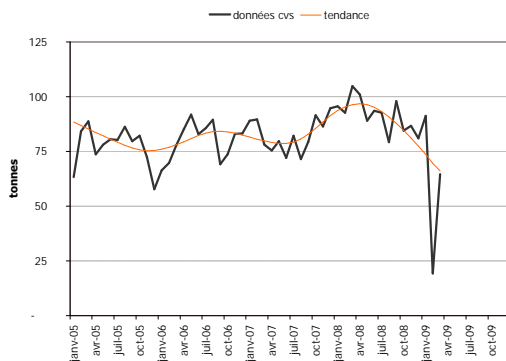
Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

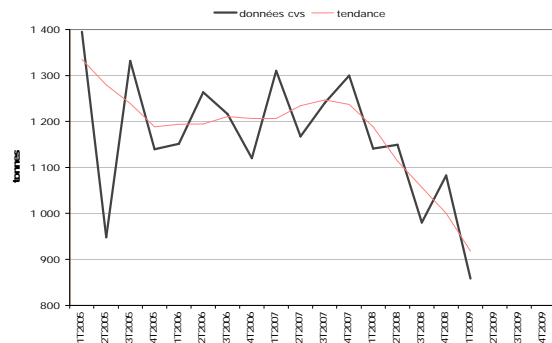
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

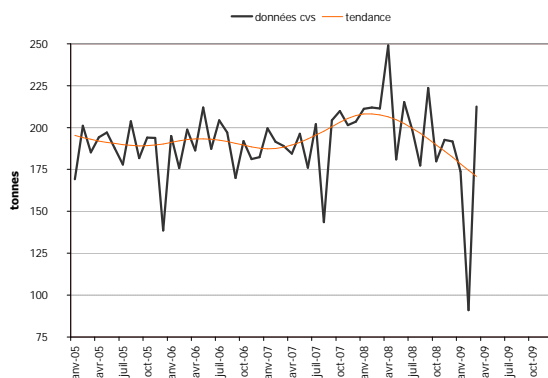
Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

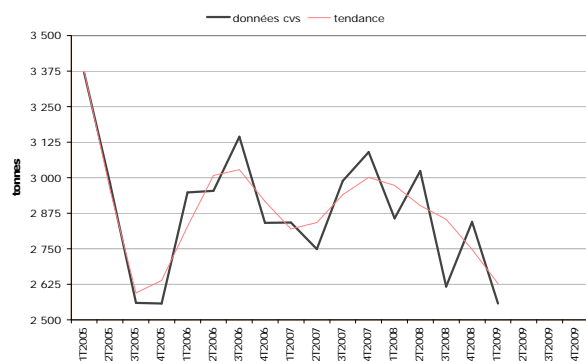
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

Importations de volaille

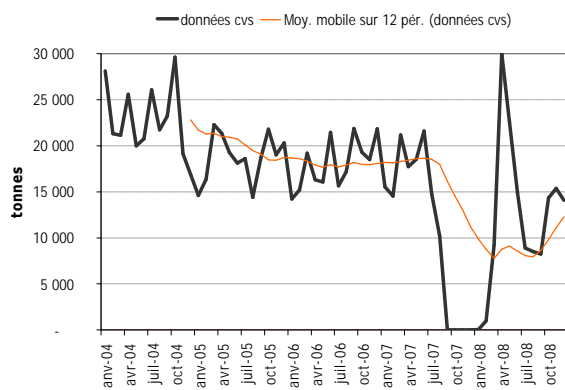


Source : Douanes, données trimestrielles

Conjoncture économique

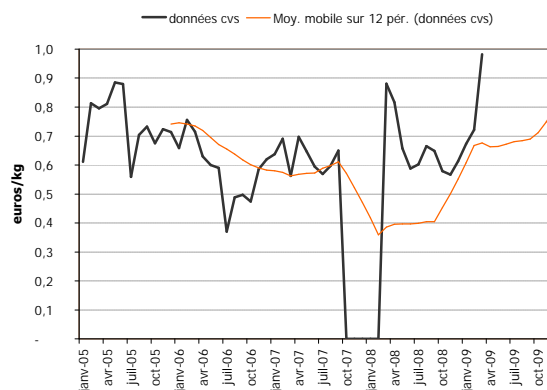
La filière banane

Expéditions de bananes*



Source : Drcrcf, données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes*

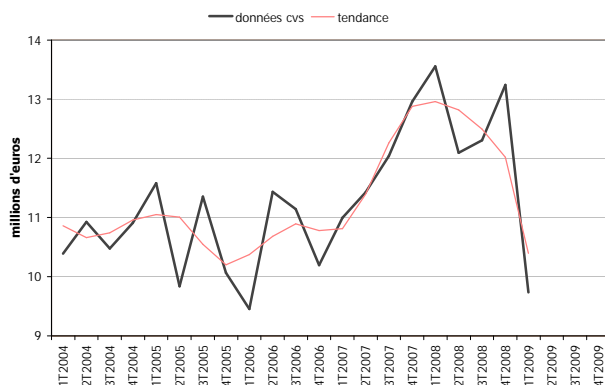


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

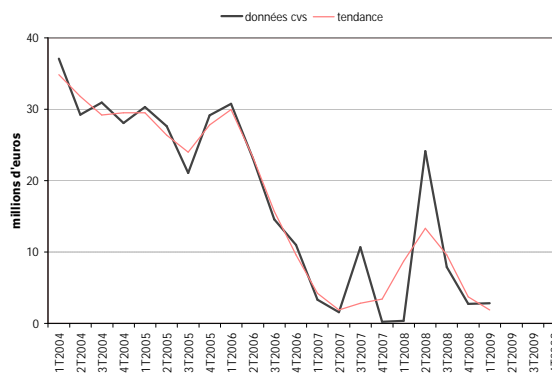
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Mars 2004	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Cumul 2009	Mars. 2009 / Mars 2008	
	S2009/ S2008	S2009/ S2008										
Bovins	120,4	90,6	114,9	103,5	96,6	84,1	95,0	56,3	140,5	291,8	45,5%	-8,3%
Porcins	84,8	80,5	72,9	74,8	101,6	222,6	54,6	12,9	62,8	130,3	-38,2%	-40,9%
Total*	211,6	179,0	193,1	184,7	206,0	320,7	154,3	70,4	207,4	432,1	0,7%	-22,3%

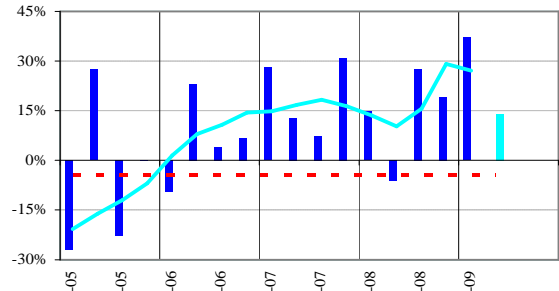
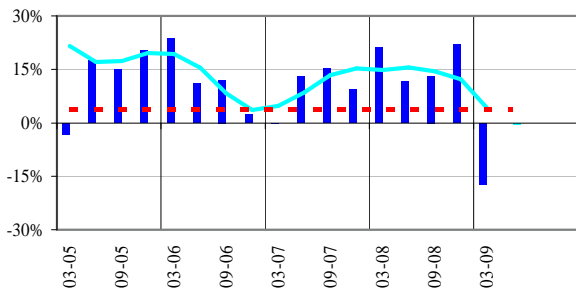
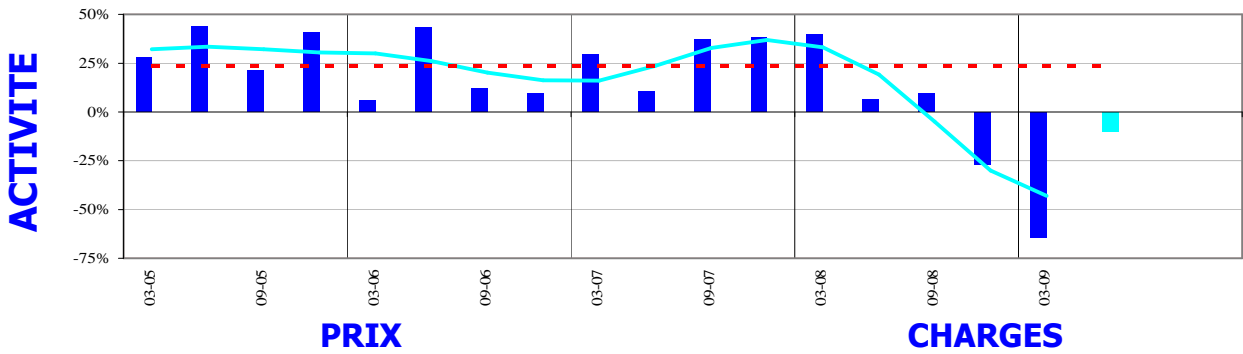
Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

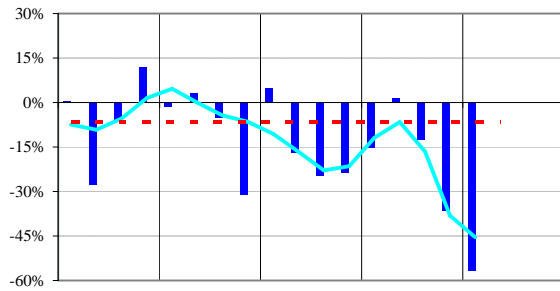
Conjoncture économique

SECTEUR AGROALIMENTAIRE

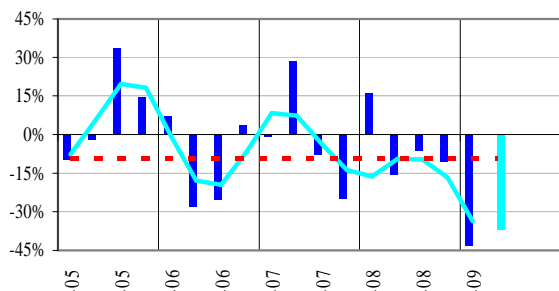
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 777 salariés.



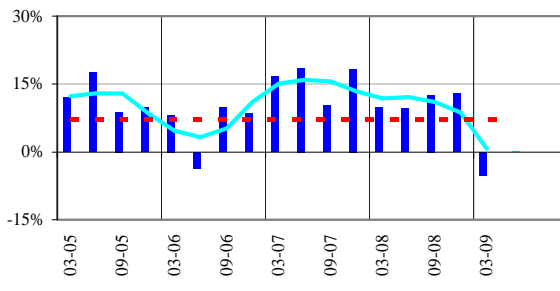
TRESORERIE



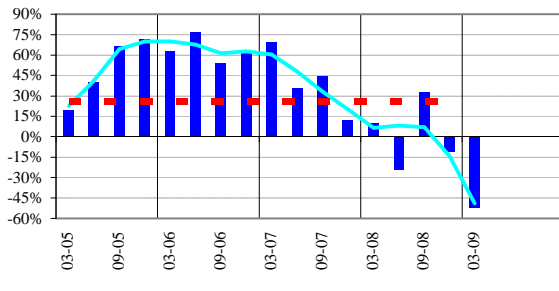
DELAIS DE PAIEMENT



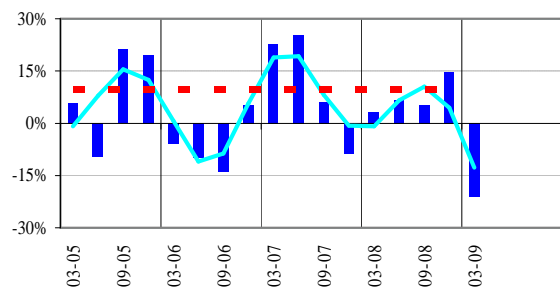
EFFECTIFS



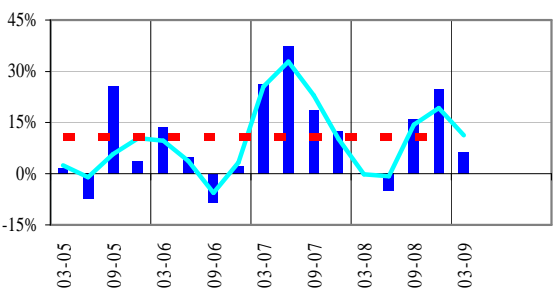
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES

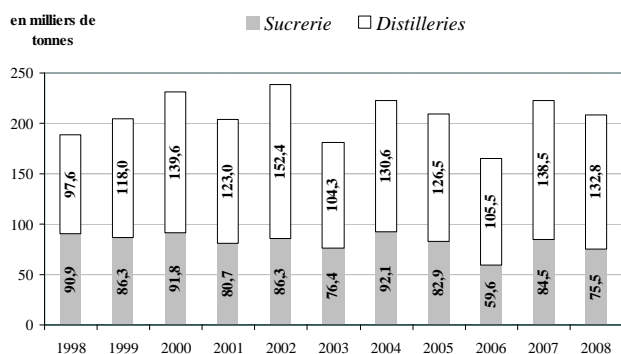


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne de longue période

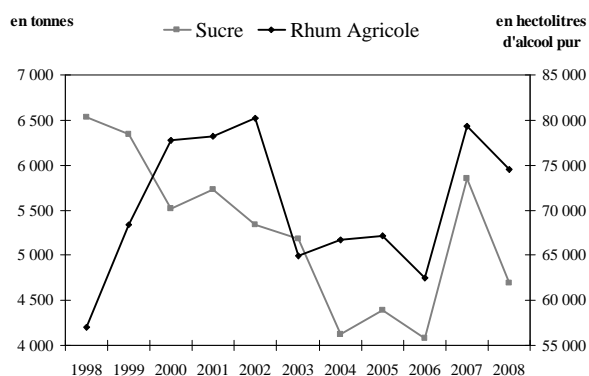
Conjoncture économique

La filière rhum

Cannes broyées



Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes											S2008/ S2007
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Sucrerie	86,3	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	-10,7%
Distilleries	118,0	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	-4,1%
Total	204,3	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	-6,6%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

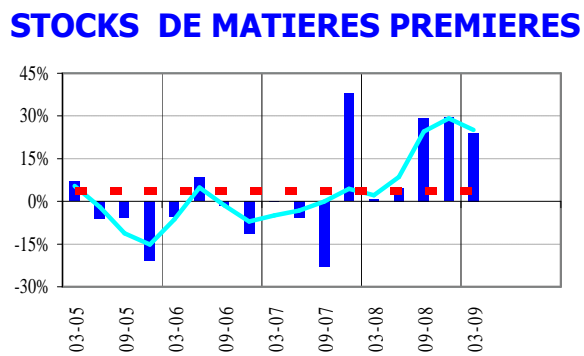
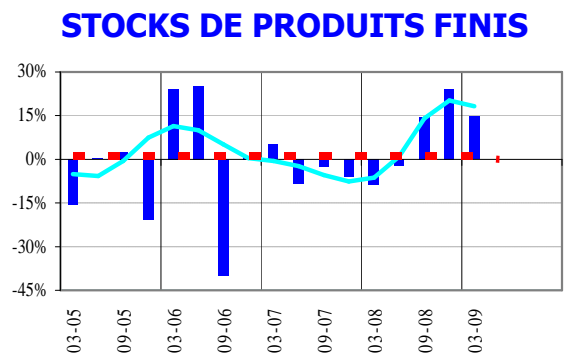
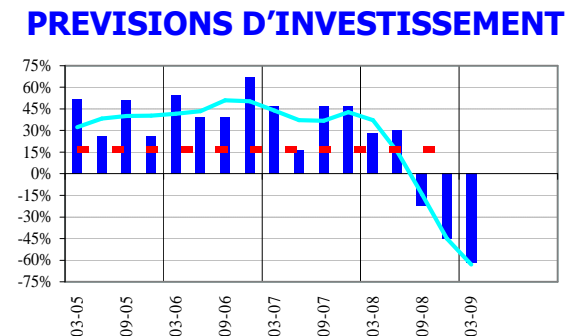
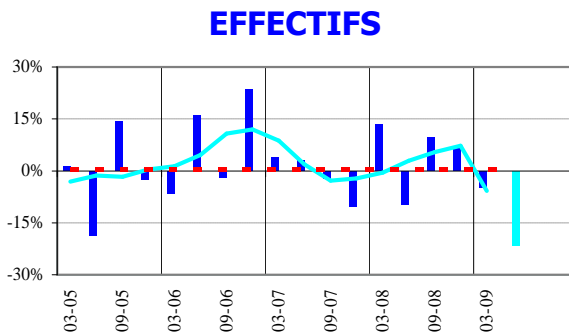
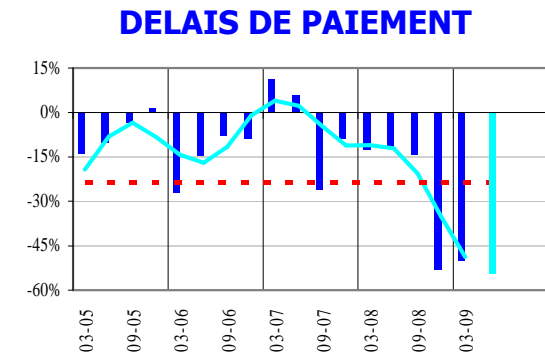
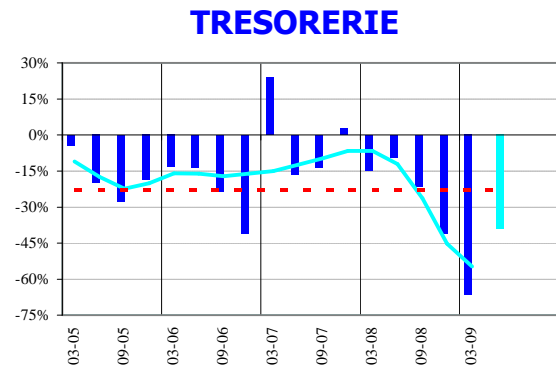
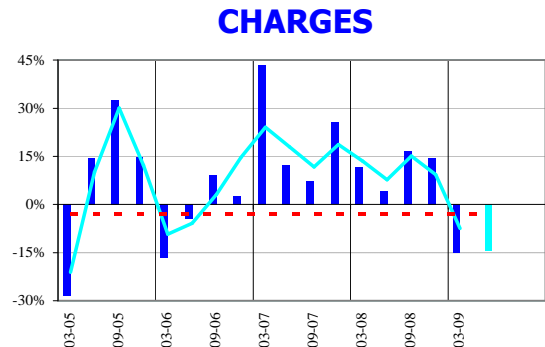
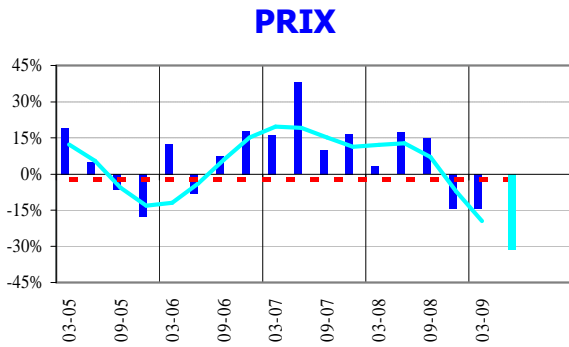
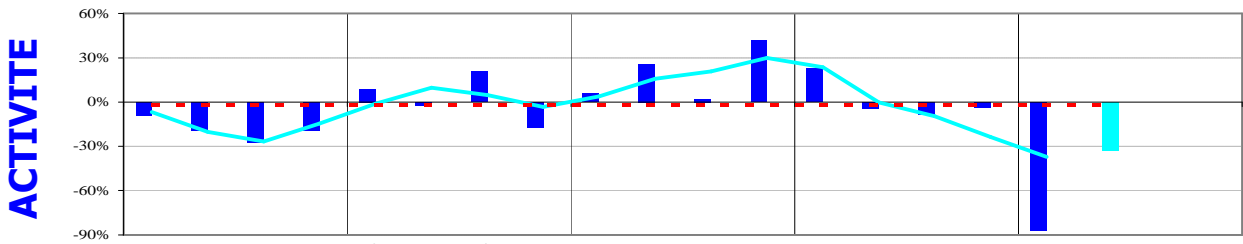
Production											S2008/ S2007
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Sucre (en milliers de tonnes)	6,3	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,0	5,8	4,7	-19,0%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	68,4	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	-6,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

Conjoncture économique

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 797 salariés.

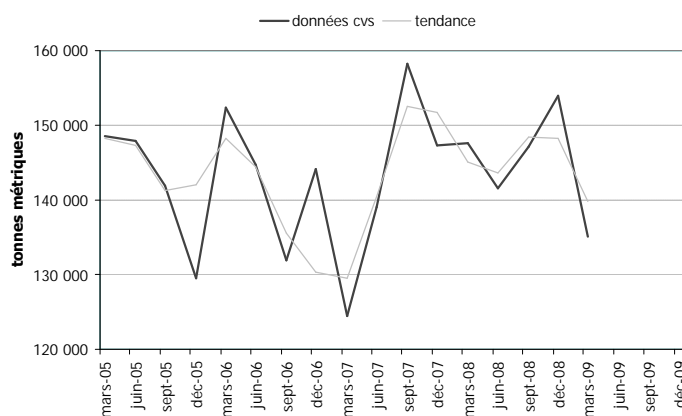


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

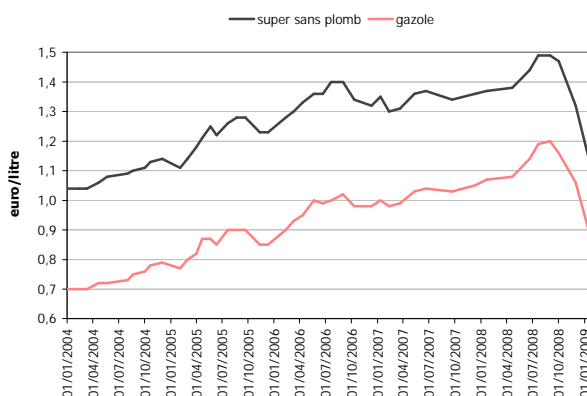
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : Drcrfr

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09 /1T08	S2009/ S2008
Produits pétroliers mis à la consommation	148,1	150,4	152,1	122,6	143,4	137,0	155,8	155,1	130,1	-9,3%	-9,3%

Source : Sara- données trimestrielles

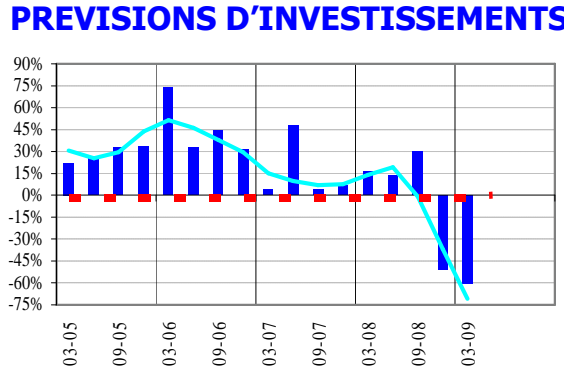
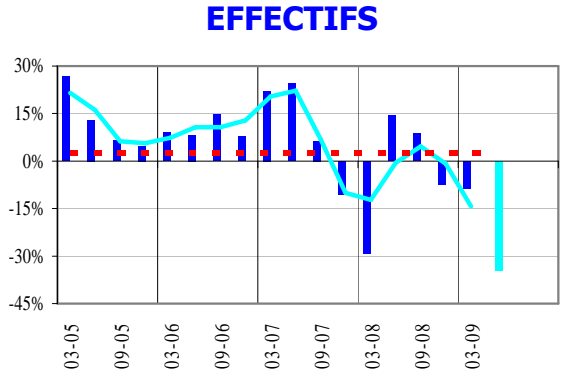
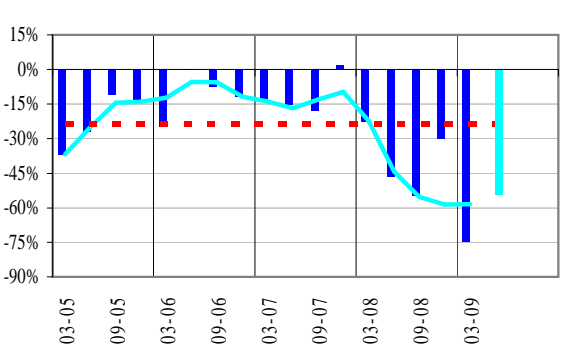
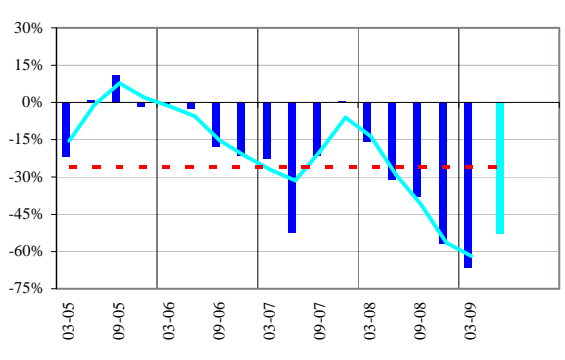
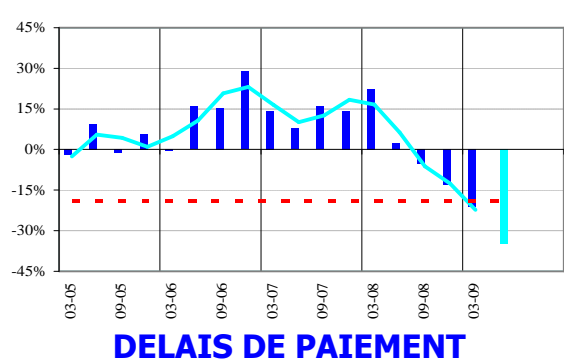
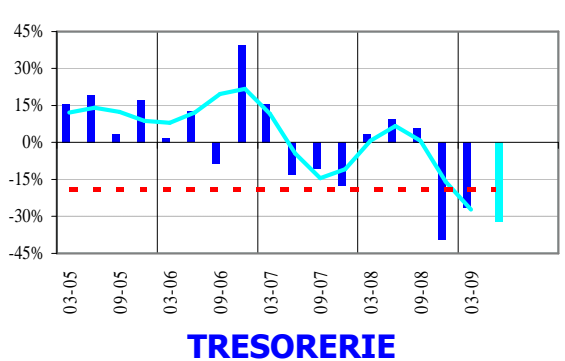
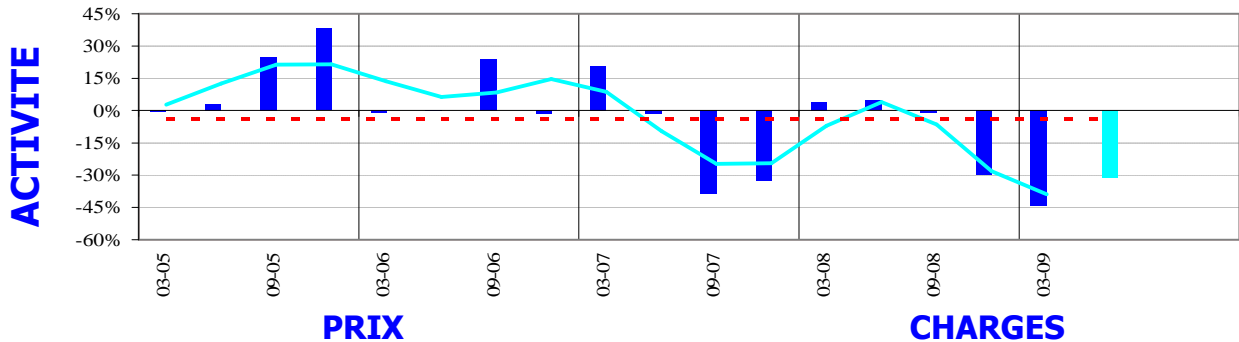
Prix à la pompe en euros	Février 2004	Février 2005	Février 2006	Février 2007	Janvier 2008	Sept. 2008	Oct. 2008	Déc. 2008	Février 2009	Déc. 2008 / Déc. 2007
Essence sans plomb	1,11	1,28	1,30	1,49	1,47	1,32	1,08	1,11	1,28	-16,9%
Gazole route	0,77	0,90	0,98	1,20	1,16	1,06	0,84	0,77	0,90	-14,3%

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

Conjoncture économique

SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises du secteur de la construction employant au total 863 salariés.

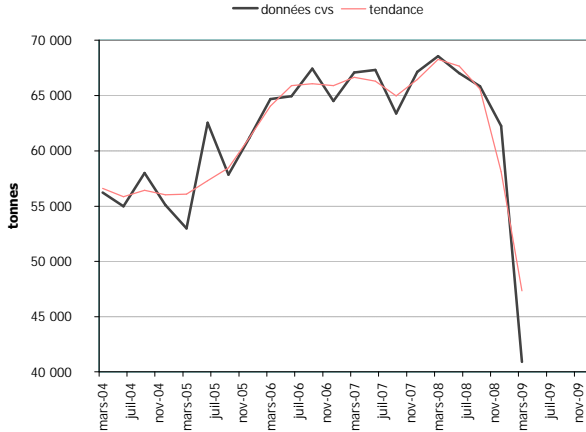


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur Moyenne de longue période

Conjoncture économique

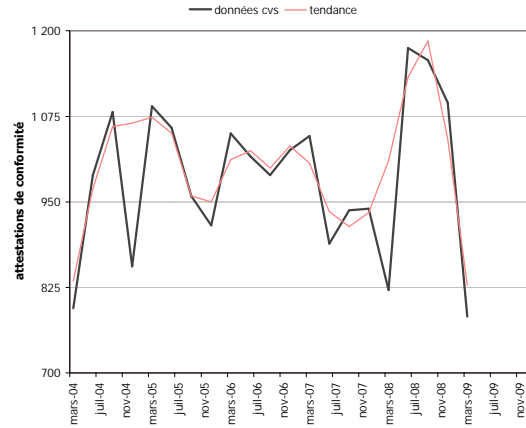
La production de ciment – les attestations de conformité

Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

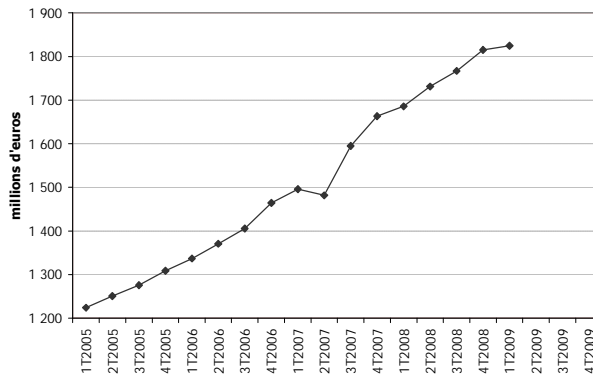
Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Les encours de crédit à l'habitat des ménages

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles
NB : établissements de crédit installés localement ou non

Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09 /1T08	S2009/ S2008
	Production	52,2	63,9	66,5	67,9	69,4	65,9	60,6		40,5	40,5

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Conjoncture économique

Attestations de conformité électrique nombre	1T05 1T06 1T07 1T08				2T08 3T08 4T08 1T09				Cumul 2009	1T09 /1T08 S2009/ S2008	
	Logements neufs	712	1 022	1 008	999	759	1 345	1 009		1 174	1 174

Source : Consuel - données trimestrielles

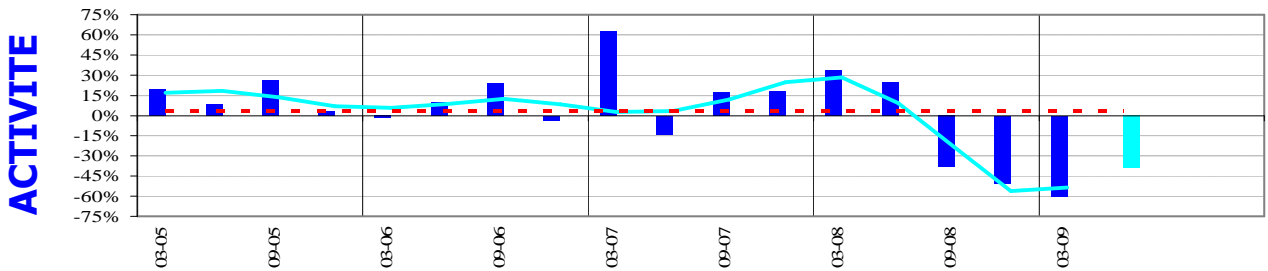
Crédit à l'habitat en millions d'euros	1T05 1T06 1T07 1T08				2T08 3T08 4T08 1T09 1T09/1T08				
	Encours octroyés aux ménages	1 103,5	1 209,7	1 365,6	1 547,3	1 591,7	1 625,1	1 670,4	1 666,9

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

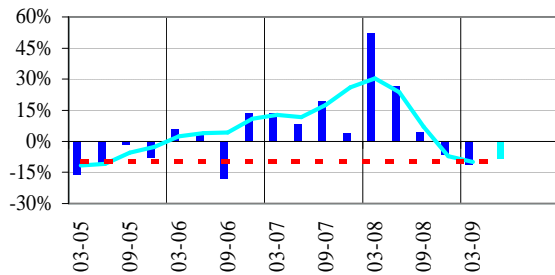
Conjoncture économique

SECTEUR DU COMMERCE

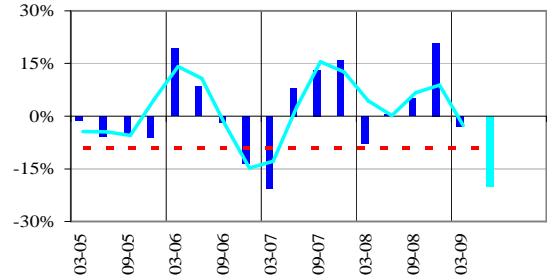
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 29 entreprises du secteur employant au total 2 009 salariés.



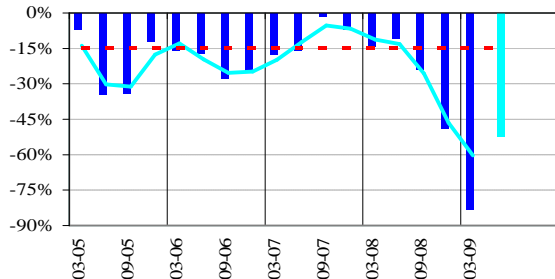
PRIX



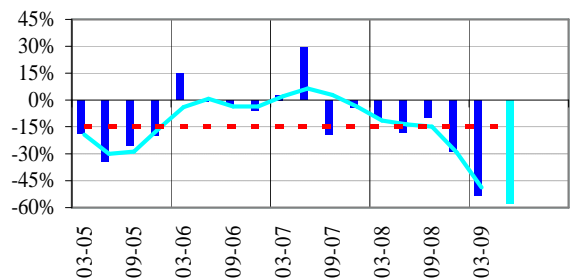
CHARGES



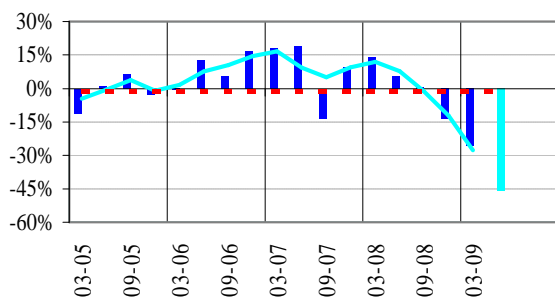
TRESORERIE



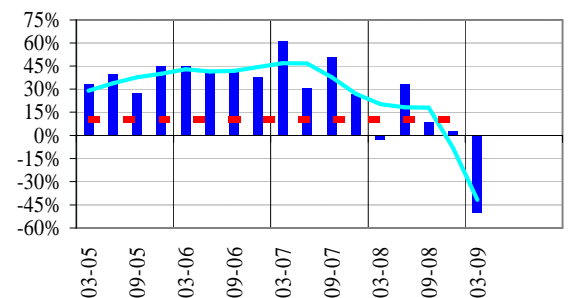
DELAIS DE PAIEMENT



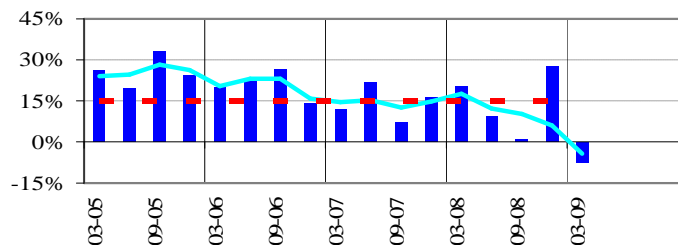
EFFECTIFS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS

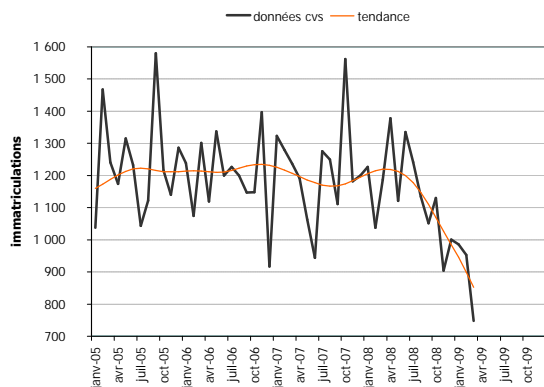


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

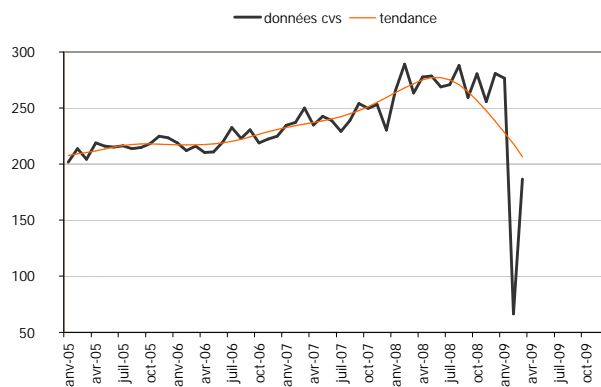
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : Dccrf, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2008	Fév. 2008	Mars 2009	Cumul 2009	Mars 2009 / Mars 2008	S2009 / S2007
	VPN	1 255	1 341	1 263	1 179	1 466	1 457	905	733	3 095	-37,8%

Source : Aaa, données mensuelles

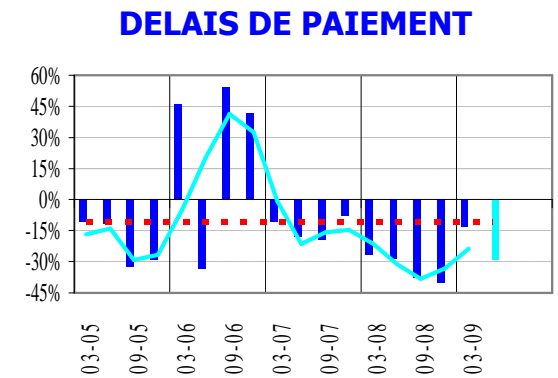
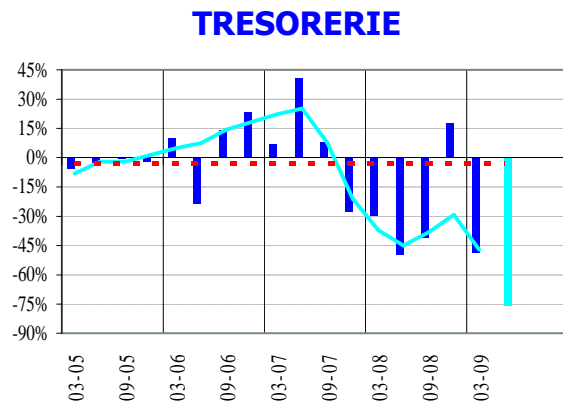
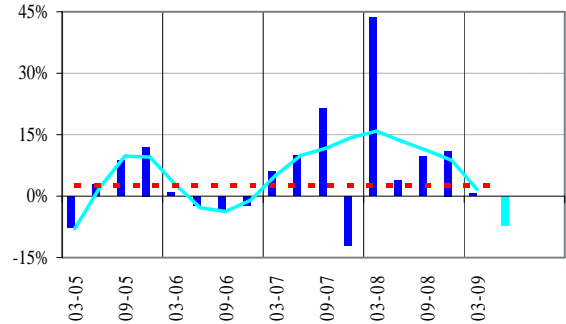
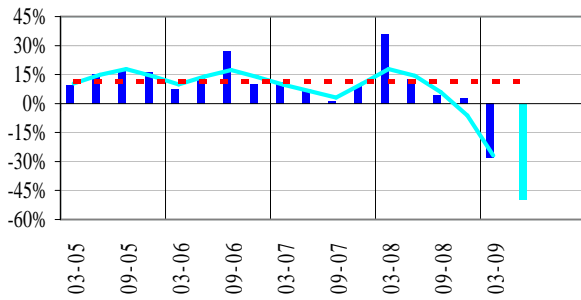
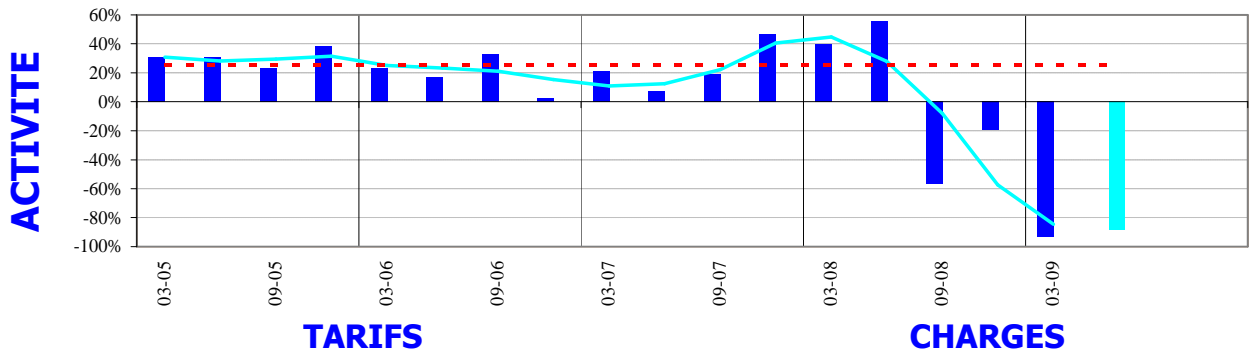
Grande distribution en millions d'euros	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Cumul 2009	Mars 2009 / Mars 2008	S2009 / S2008
	Chiffre d'affaires	30,6	32,4	37,5	39,6	58,5	40,5	8,7	28,2	77,4	-28,9%

Source : Dccrf, données mensuelles

Conjoncture économique

SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 17 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 357 salariés.

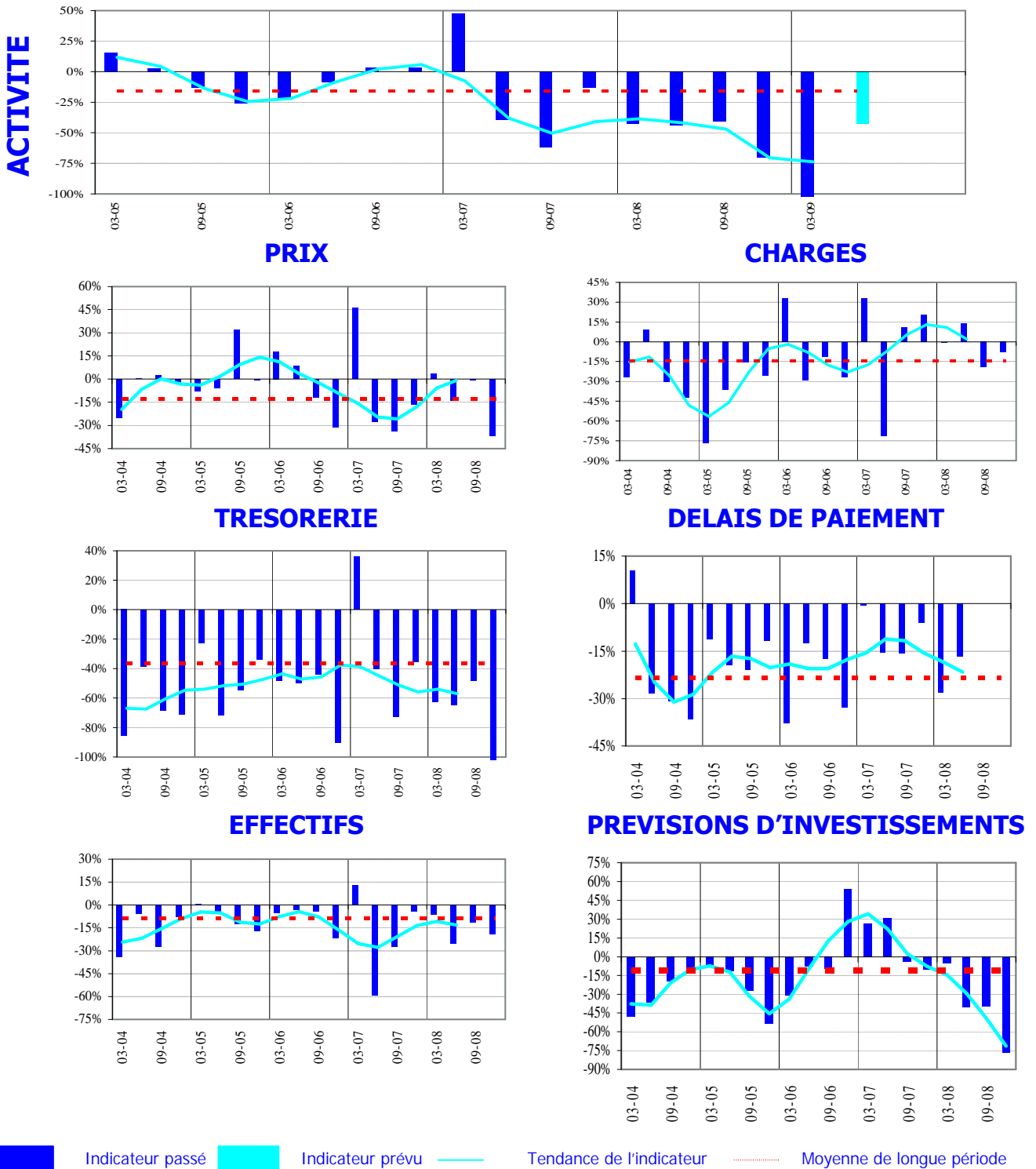


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

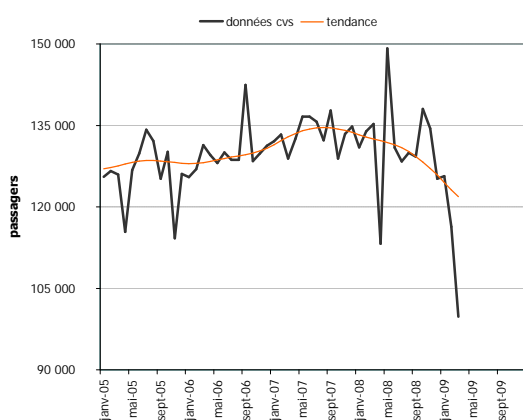
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du secteur employant au total 371 salariés.



Conjoncture économique

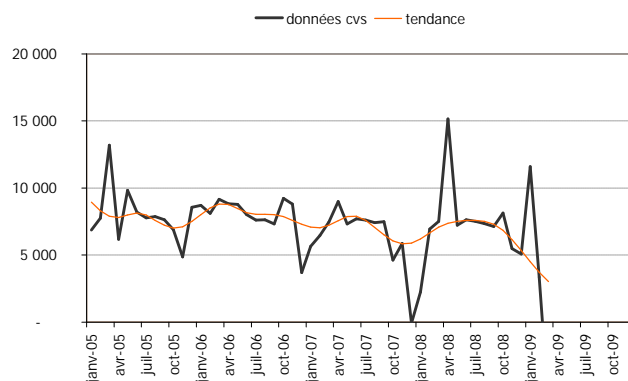
La fréquentation touristique

Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : Ccim, données mensuelles

Nombre de croisiéristes



Source : Dircilec, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Cumul 2009	Mars 2009 / Mars 2008	S2009 / S2008
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	144,4	149,3	146,1	152,6	136,1	141,6	120,1	112,4	374,1	-26,4%	-14,7%

Source : Ccim, données mensuelles

Trafic maritime en milliers de croisiéristes	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Cumul 2009	Mars 2009 / Mars 2008	S2009 / S2008
Nombre de croisiéristes	20,7	16,8	15,3	15,5	19,6	18,9	7,6	1,9	28,3	-87,9%	-22,2%

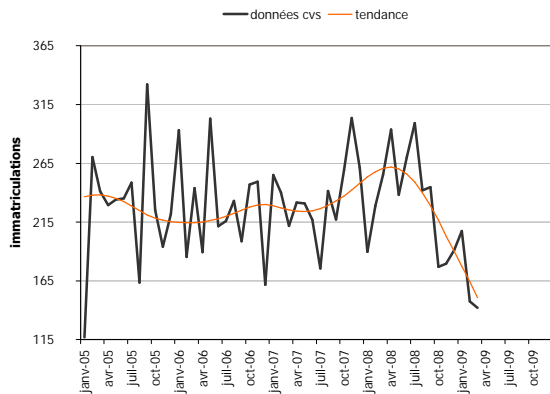
Source : DIRCILEC - données mensuelles

Les entreprises

Conjoncture économique

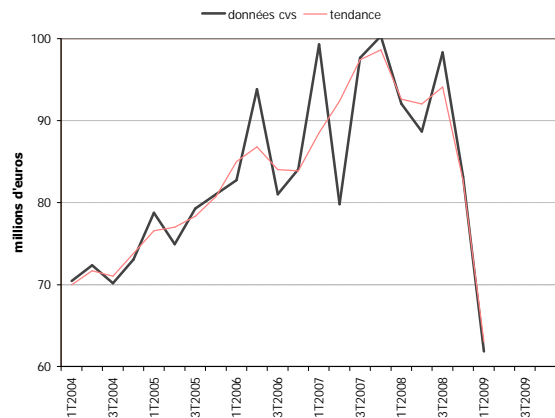
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



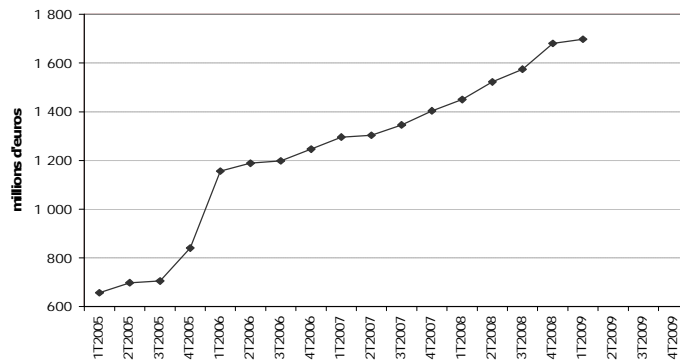
Source : Aaa, données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

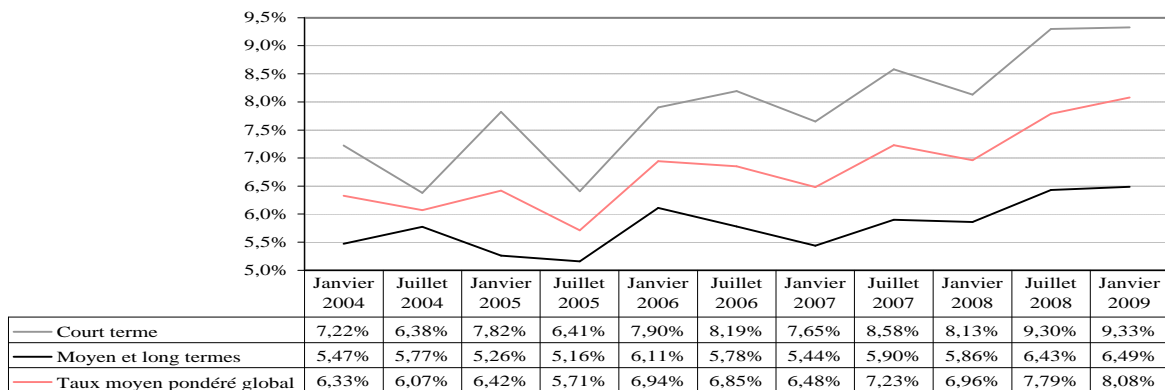
Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises*



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Coût du crédit aux entreprises



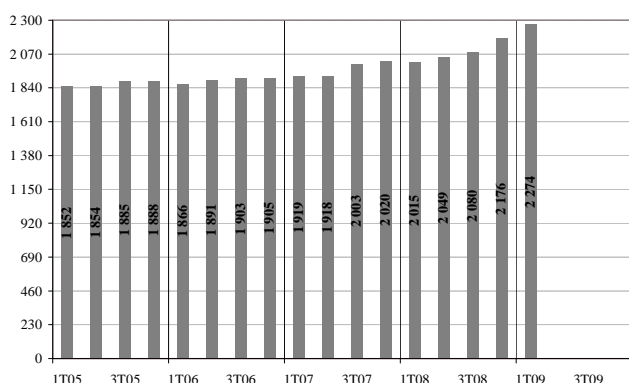
Source : Iedom, données semestrielles

* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

Conjoncture économique

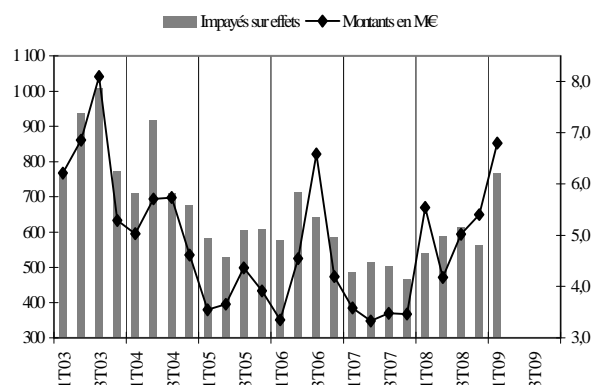
La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : ledom, données mensuelles

Impayés sur effets de commerce



Source : ledom, données trimestrielles – établissements installés localement

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Mars 2008	Déc. 2008	Janv. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Cumul 2009	Mars 2009 / Mars 2008	S2009 / S2008
	VUN	295	302	261	308	170	230	120	169	519	-45,1%

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09 / 1T08	S2009 / S2008
Biens d'équipement	80,7	83,7	98,9	90,3	84,9	88,9	96,6	60,2	60,2	-33,4%	-33,4%

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/1T08
Encours de crédit octroyés aux entreprises	629,7	856,2	978,8	1 118,1	1 180,9	1 196,9	1 254,7	1 253,9	12,1%

Source : ledom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Conjoncture économique

Coût du crédit aux entreprises Taux moyens pondérés (%) Variations en points de base	Janv. 2007	Juillet 2007	Janv. 2008	Juillet 2008	Janv. 2009	Janv. 2009/Juillet 2008	Janv. 2009 /Janv. 2008
Crédits court terme	7,65%	8,58%	8,13%	9,30%	9,33%	-70	-16
Crédits moyen long termes	5,44%	5,90%	5,86%	6,43%	6,49%	12	5
Taux moyen pondéré global	6,48%	7,23%	6,96%	7,79%	8,08%	-3	17

Source : ledom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Personnes morales en interdiction bancaire	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/1T08
	1 852	1 866	1 919	2 015	2 049	2 080	2 176	2 274	12,9%

Source : ledom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Impayés sur effets nombre	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09/ 1T08	S2009 / S2008
	582	578	486	539	587	614	562	768	768	42,5%	42,5%

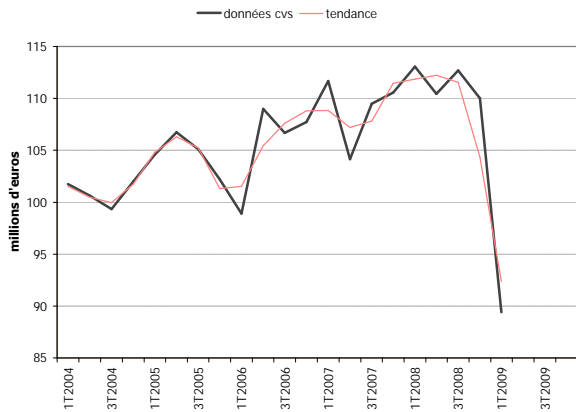
Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

Conjoncture économique

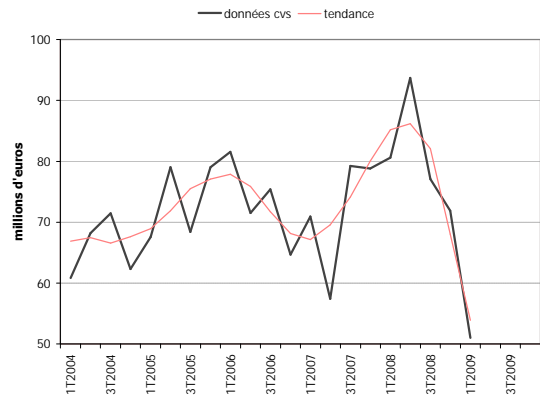
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



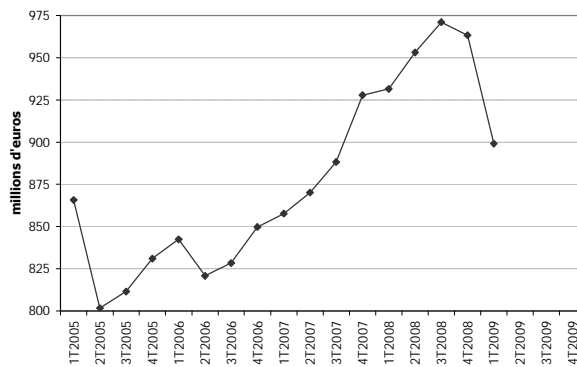
Source : Douanes, données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

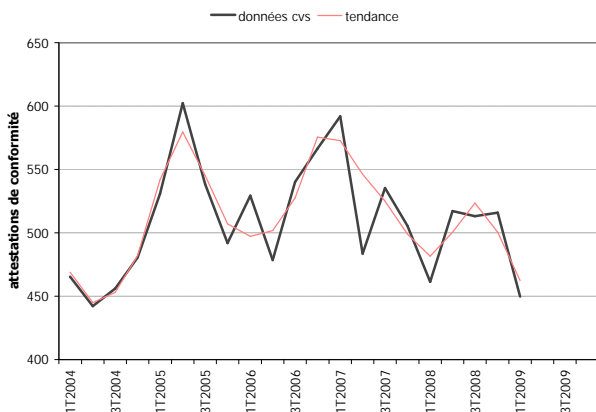
Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

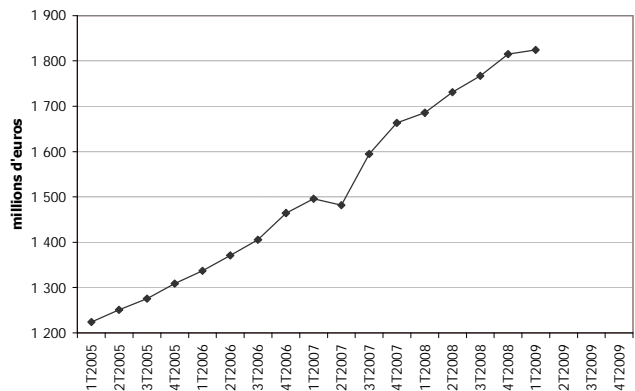
L'investissement des ménages

Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages

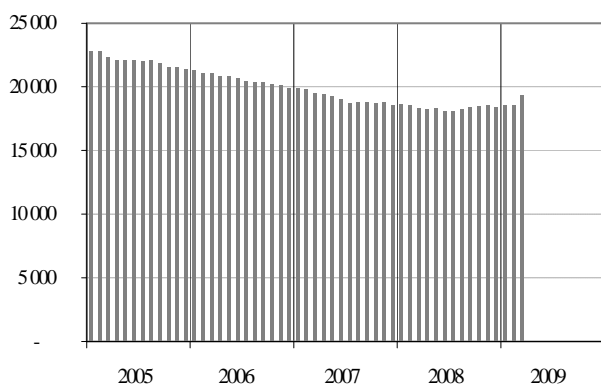


Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

Conjoncture économique

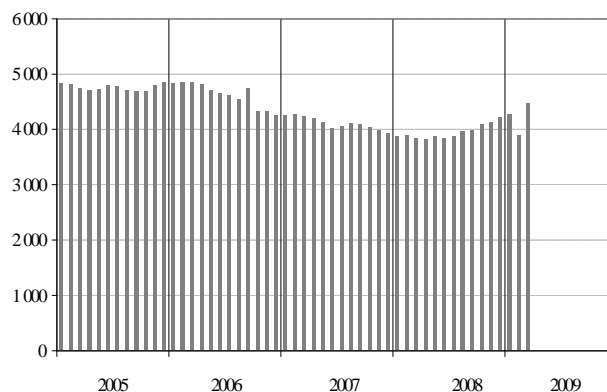
La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



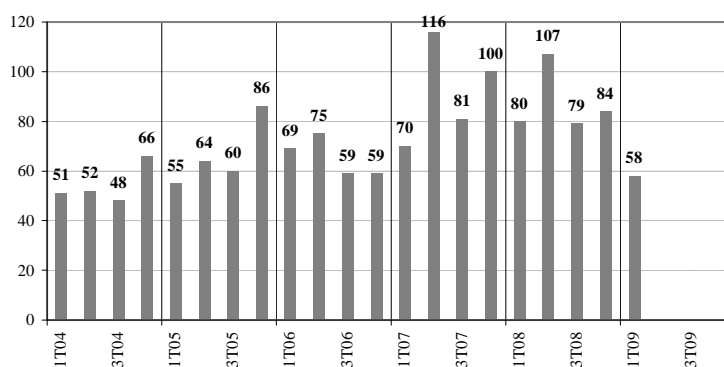
Source : Banque de France, données mensuelles

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	1T05			1T06			1T07			1T08			Cumul 2009 /1T08	1T09 /1T08
	1T05	2T05	3T05	1T06	2T06	3T06	1T07	2T07	3T07	1T08	2T08	3T08		
Biens de consommation	95,3	90,2	101,8	103,0	116,5	106,6	119,6	81,6	81,6	-20,8%				
Produits de l'industrie automobile	63,9	76,5	65,8	74,6	83,5	73,6	88,5	47,0	47,0	-30,7%				

Source : Douanes - données trimestrielles

Conjoncture économique

Crédit à la consommation en millions d'euros	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/1T08
Encours de crédit octroyés aux ménages	823,6	796,9	807,6	874,8	895,6	912,7	904,1	842,4	-3,7%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique nombre	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09 /1T08	S2009/ S2008
Logements individuels neufs	712	1 022	1 008	999	759	1 345	1 009	1 174	1 174	-7,4%	-7,4%

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat en millions d'euros	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/1T08
Encours octroyés aux ménages	1 103,5	1 209,7	1 365,6	1 547,3	1 591,7	1 625,1	1 670,4	1 666,9	7,7%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdiction bancaire	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09 /1T08
Personnes physiques	22 330	21 129	19 538	18 316	18 136	18 389	18 388	19 388	5,9%

Source : Banque de France, données mensuelles

Cartes bancaires	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09 /1T08
Retraits de cartes bancaires	4 736	4 852	4 238	3 838	3 837	3 987	4 207	4 476	16,6%

Source : Banque de France, données mensuelles

Surendettement nombre	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 2009	1T09 /1T08	S2009/ S2008
Dépôts de dossiers	55	69	70	80	107	79	84	58	58	-27,5%	-27,5%

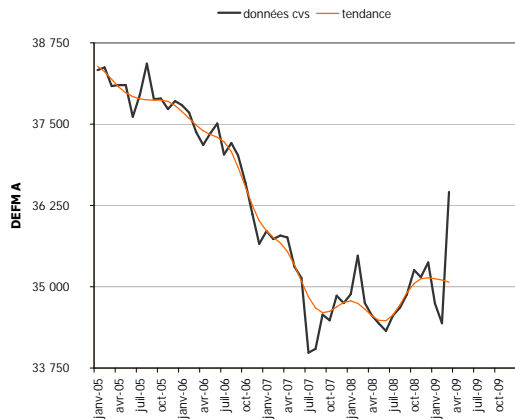
Source : Iedom, données trimestrielles

**Sélection d'indicateurs
macro-économiques**

Conjoncture économique

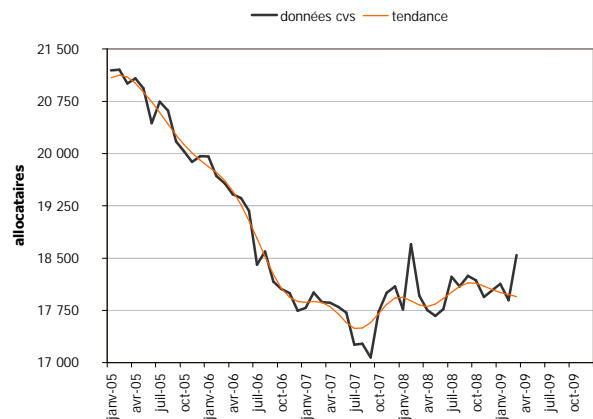
Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A)



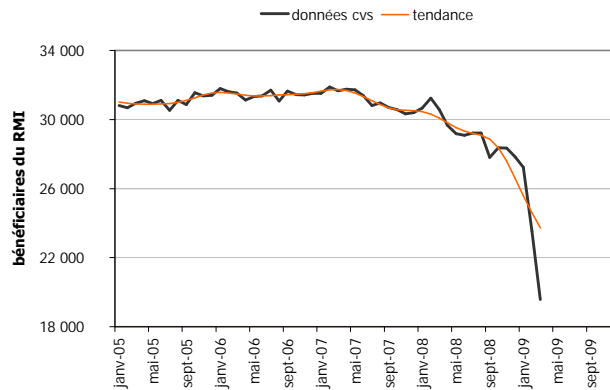
Source : Dtefp, données mensuelles

Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données trimestrielles

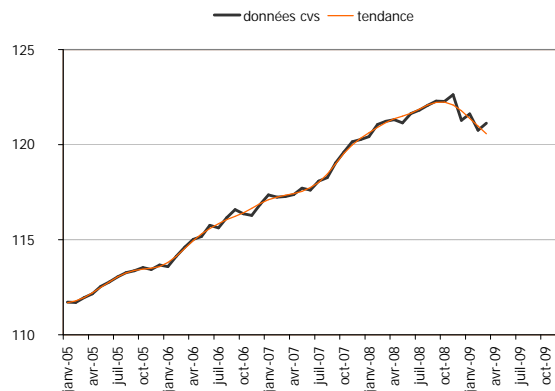
Nombre de bénéficiaires du Rmi



Source : Caf, données mensuelles

L'inflation

Indice des prix à la consommation

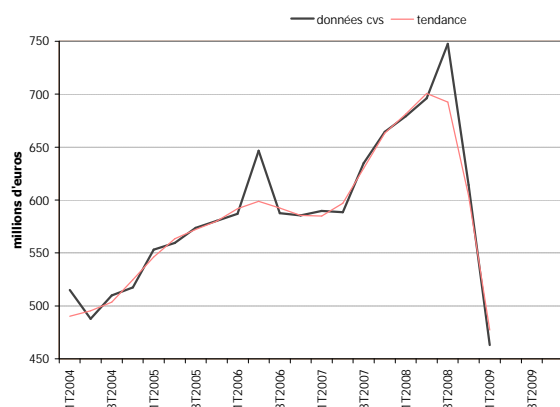


Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

Conjoncture économique

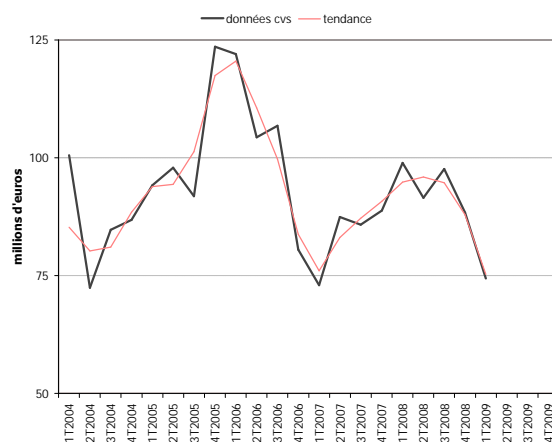
Le commerce extérieur

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Emploi	Mars				Déc. 2008	Fév. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Mars 2009 / Mars 2008
	2005	2006	2007	2008					
Defm A	36 983	37 581	36 987	35 517	34 575	35 078	34 632	34 234	5,1%

Source : Dtefp - données mensuelles

Assedic nombre	Mars				Déc. 2008	Fév. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Mars 2009 / Mars 2008
	2005	2006	2007	2008					
Allocataires	18 707	20 777	19 486	17 884	18 053	18 348	18 495	17 960	3,5%

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Mars				Déc. 2008	Fév. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Mars 2009 / Mars 2008
	2005	2006	2007	2008					
Bénéficiaires	29 597	30 847	31 432	31 590	30 515	28 168	27 424	23 386	-36,1%

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Mars				Déc. 2008	Fév. 2009	Fév. 2009	Mars 2009	Mars 2009 / Mars 2008
	2005	2006	2007	2008					
Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	112	114,7	117,4	121,4	121,2	121,7	120,6	121,3	-0,1%

Source : Insee - données mensuelles

Conjoncture économique

Commerce extérieur en millions d'euros									Cumul 2009	1T09 /1T08	S2009/ S2008
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09			
Exportations	89,5	116,0	69,2	92,8	90,0	104,4	89,2	69,5	69,5	-25,1%	-25,1%
Importations	542,0	568,7	563,6	641,4	672,4	743,6	674,4	434,9	434,9	-32,2%	-32,2%

Source : Douanes- données trimestrielles

Conjoncture économique

Liste des publications

Lettre mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur internet
Rapport annuel : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon - le fascicule	Gratuit sur internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

Le secteur du rhum à la Martinique en 2003 (octobre 2004)	8 euros TTC
L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – les conditions d'exploitation des banques locales – le coût du crédit (novembre 2004)	8 euros TTC
La distribution automobile à la Réunion (décembre 2004)	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique (juillet 2005)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 (décembre 2005)	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 (décembre 2005)	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers (mai 2006)	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique (juillet 2006)	8 euros TTC
L'énergie en Guyane (novembre 2006)	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM (janvier 2007)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (octobre 2007)	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM (novembre 2008)	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe (novembre 2008)	8 euros TTC

Les notes expresses (dernières parutions)

N°41	La filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives (juillet 2007)	
N°42	La filière rizicole en Guyane (septembre 2007)	
N°43	Le commerce extérieur à Mayotte entre 2002 et 2006 (septembre 2007)	
N°44	Le transport à Mayotte (septembre 2007)	
N°45	Le transport en Guyane (septembre 2007)	
N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)	
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane (décembre 2007)	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)	
N°49	Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane (août 2008)	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane (août 2008)	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte (novembre 2008)	
N°53	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Mayotte (avril 2009)	
N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (avril 2009)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (avril 2009)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (avril 2009)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (avril 2009)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (avril 2009)	

Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)	
Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)	
L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)	
Emergence de nouveaux moteurs de croissance - le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)	Gratuit sur internet
Les entreprises de Martinique (septembre 2007)	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	8 euros TTC
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom
au 05 96 59 44 14**

1, blvd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

Conjoncture économique

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'ledom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'ledom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'ledom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'ledom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr
Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex
mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 ? (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN
Editeur : Iedom
Imprimeur : Iedom
Achévé d'imprimer le 24 juin 2009
Dépôt légal : juin 2009
N° ISSN 0296 – 3116